

CONSEIL POUR LA JUSTICE, L'ÉGALITÉ ET LA PAIX

Rapport annuel 2018



Compte rendu des activités internationales préparé par le secteur des relations internationales
rédigé par Mme Ifakat YUNA

Et

Les assistantes des relations internationales de COJEP

Table des matières

Préface	5
Président de Cojep International	5
INTRODUCTION	6
PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2018	7
Registre de transparence	7
Les objectifs fixés pour cette année	8
PROJETS PLANIFIÉS EN PARTENARIAT AVEC L'UNESCO	9
COMPTE RENDU DES REUNIONS DES ONG PARTENAIRES OFFICIELLES DE L'UNESCO	9
Réunion du 23 Janvier 2018	9
Réunion du 15 Février 2018	11
Réunion du mois de Mars.....	12
Réunion du mois d'Avril.....	13
Réunions du mois de Mai	13
Réunions du mois de juin.....	14
Réunions du mois de juillet.....	14
Réunions du mois de septembre.....	14
Réunions du mois d'octobre	14
Réunions du mois de novembre	15
Réunions du mois de décembre	15
TABLE RONDE « ÉGALITE DES GENRES ET AUTONOMISATION DES FEMMES PAR ET POUR LA SCIENCE »	15
PANEL « VIVRE ENSEMBLE AVEC DES CULTURES DIFFERENTES, UN AVENIR A CONSTRUIRE ENSEMBLE »	16
« Vivre ensemble en paix ».....	18
PANEL prévue pour 2019	19
« Les enfants victimes de la guerre et Des catastrophes naturelles »	19
PARTICIPATION AUX ÉVÈNEMENTS DU CONSEIL DE L'EUROPE	19
Conférences des ONG - Session Janvier 2018	19
Conférence des ONG - Session Juin 2018	21
Groupe de travail « Pauvreté : inégalités et jouissance des droits »	21
Conférence des ONG - Session Juin 2018	21
Augmenter la jouissance des droits sociaux en Europe :	21
Plaider en faveur de l'accès à une éducation adéquate en tant qu'outil pour briser la pauvreté systémique :	22
Contribuer à vaincre l'exclusion sociale et culturelle, y compris celle causée par l'auto-exclusion :	22
Groupe de travail « Éducation tout au long de la vie »	22
Group@ de travail « Protection et dignité humaine »	25
COJEP International a participé au groupe de travail « Protection et dignité humaine »	25

Programme d'enseignement des sciences : projet Erasmus +	26
CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME	29
37ème session du conseil des droits de l'Homme (26 Février - 23 Mars)	29
Débat sur la situation du Burundi	29
Dénonciation de la violation des droits de l'Homme en Palestine	30
Participation à la conférence de l'ONG Human Rights Solidarity	31
Intervention orale pour dénoncer le racisme et la xénophobie	32
PARLEMENT EUROPÉEN	33
Compte rendu du mois d'Avril	33
« L'évolution de la menace terroriste et les nouveaux enjeux de la lutte contre le terrorisme »	33
« Prévenir et combattre la radicalisation »	34
Compte-rendu du mois de Mai	34
Sessions plénières	34
« Terrorisme et menace CBRN, rapport sur les combattants étrangers et solutions pour contrer le financement du terrorisme »	35
Compte-rendu du mois de juin	35
Compte-rendu du mois de juillet à septembre	36
Compte-rendu du mois d'octobre à décembre	37
FORUM DE L'OCDE	38
Forum « Ce qui nous rapproche »	38
Forum « AFRIQUE »	31
LE 18ÈME FORUM AFRIQUE	31
Forum de la paix / Peace Forum Paris	32
L'UNESCO : FORUM	34
LE 9ÈME FORUM INTERNATIONAL DES ONG PARTENAIRES OFFICIELS DE L'UNESCO	34
« Un autre regard sur les migrations humaines »	34
Forum des sciences	37
Conférence internationale des ONG 2018 - 17-19 décembre, UNESCO	39
L'ONU : FORUM	41
« Le terrorisme et ses effets sur la stabilité des pays en Europe »	41
L'ONU, LA 67ÈME CONFÉRENCE DES ONG	42
LA 67ÈME CONFÉRENCE DES ONG	42
L'ONU, forum « GLOBAL COMPACT FOR MIGRATION »	43
« GLOBAL COMPACT FOR MIGRATION »	43
L'ONU, séminaire « des détentions arbitraires »	44
CONSEIL DE L'EUROPE : COLLOQUE	45
Le multiculturalisme en Europe	45

LE CONGRÈS DES ÉTUDES URBAINES INTERNATIONALES	47
AU SIEGE DE COJEP :	48
RENCONTRE AU SIEGE DE COJEP :	49
AUTRES ACTIONS INTERNATIONALES	50
AUTRES ACTIONS INTERNATIONALES	53
AUTRES ACTIONS CULTURELLES	55
CONCLUSION	56

Préface

M. Ali GEDIKOĞLU

Président de Cojep International



Cojep International est une organisation qui lutte activement à l'échelle internationale contre les injustices. Les problèmes liés aux migrations, aux racismes, et à la discrimination affectant toutes l'Europe et le monde. Nous avons organisé des conférences internationales, des expositions et participé à des forums internationaux afin de faire connaître tous les problèmes et ainsi trouver des solutions ensemble. Vous pourrez voir tout le travail fait dans notre rapport annuel COJEP 2018.

Pour un monde plus juste, nous devons tous prendre nos responsabilités, personne n'a le droit de fuir cette responsabilité. Pour l'année 2019, notre travail et toutes notre attention sera portée aux injustices faites à l'Afrique, par le biais de conférence et d'exposition qui seront organisées spécialement pour la représentation de l'Afrique au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Avec le souhait de vous rencontrer en Afrique.

M. Ali GEDIKOĞLU

INTRODUCTION

Le présent rapport porte sur les activités et projets internationaux de l'année 2018 auxquels COJEP International a participé. Cojep International (Conseil pour la Justice, l'Égalité et la Paix) est une organisation non-gouvernementale fondée et dirigée par le président Ali Gedikoglu.

Présente dans quatorze pays européens, notre institution s'engage dans les domaines de la démocratie, des droits de l'Homme, du racisme, dans la lutte contre la discrimination mais aussi dans les relations interculturelles, la vie commune et la citoyenneté.

Cojep International représente un mouvement populaire qui organise des activités sur la participation démocratique, la citoyenneté, la participation des immigrés dans les réunions du Congrès et la participation aux activités du gouvernement local.

Notre organisation a su multiplier les partenariats et les collaborations avec les institutions européennes telles que le Conseil de l'Europe, l'Organisation des Nations Unies, l'UNESCO, l'OSCE¹ et l'Agence européenne des droits fondamentaux.

Cojep International participe ainsi activement aux événements de ces institutions et a organisé parallèlement des conférences, des expositions et autres projets en lien avec ces ambitions et objectifs.

Les crises qui ont secoué nos sociétés en 2018 ont relancé le débat sur l'accès aux droits, à l'égalité et à la justice. Cependant, si 2018 fut une année particulièrement éprouvante, COJEP International était prêt à relever les défis qui se présentaient à lui avec l'optimisme, l'ambition et la créativité qui lui sont propres.

Le présent document expose les différents rapports des projets entrepris en 2018.

Au nom de toute l'équipe de Cojep International, nous vous souhaitons une bonne lecture de ce rapport final de l'année 2018.

Sati ARIK,

Dudu KELES,

Ifakat YUNA,

**Responsables des relations internationales,
Strasbourg, le 31 décembre 2018**

En 2018, Cojep International a l'intention de prolonger ses efforts et d'entreprendre davantage de projets auprès des institutions européennes.

Registre de transparence

Durant le mois de janvier, COJEP International a été enregistré dans le registre de transparence, appelé aussi registre des lobbies ou registre des lobbyistes. Le Parlement européen et la Commission européenne se sont engagés à faire preuve de transparence en ce qui concerne les groupes et organisations avec lesquels ils interagissent. Ce registre est une banque de données qui prend en compte des lobbyistes et les caractéristiques sur leurs activités en restant accessible au public. Le but est d'établir la transparence sur les ingérences possibles des groupes d'intérêts sur les parlementaires. Plusieurs études suggèrent que la transparence dans la branche du lobby aboutit à l'affaiblissement de la corruption.



Transparency Register

COJEP International a fait une demande d'accréditation pour une durée de 12 mois. Celle-ci est une reconnaissance d'un organisme dans un domaine donné. Elle peut être une démarche volontaire pour mettre en valeur sa compétence ou rendue obligatoire dans le cadre d'une réglementation. Dans certaines réglementations les pouvoirs publics accordent une reconnaissance temporaire afin de donner à l'accréditeur l'opportunité d'évaluer le savoir-faire (la compétence) des organismes demandeurs durant 12 à 24 mois. Par ailleurs, elle s'appuie sur un référentiel normatif définissant des exigences en termes de compétence technique et de mise en œuvre d'un système de management.

¹ Organization of Racism and Islamophobia Watch

Les objectifs fixés pour cette année

Pour investir davantage la scène internationale, COJEP International s'est fixé des objectifs indispensables à son ascension.

Dans un premier temps, les tâches les plus importantes étaient d'ordre administratif et devaient être effectuées pour permettre le bon déroulement des activités et projets qui ont eu lieu au cours de l'année.

Dès le mois de janvier, COJEP International s'est organisé pour réserver les salles dans lesquelles ont eu lieu les trois conférences du mois de mars de la 37^{ème} session du Conseil des Droits de l'Homme.

D'autre part, suivre l'actualité de l'ONU et se familiariser avec cet environnement spécifique a été nécessaire pour préparer au mieux notre plan d'action.

Rencontrer les deux ambassadeurs qui sont sur Genève était aussi une étape indispensable pour se présenter mais aussi pour créer une relation de confiance et un échange solide et productif.

Ces étapes étaient très importantes pour pouvoir mener des actions et aboutir à des collaborations réussies.

Donner une place privilégiée aux partenariats en ce qui concerne l'organisation d'évènements a également permis d'augmenter notre visibilité. Cela a été possible à partir du moment où les ONG ont été en accord sur le sujet de l'événement concerné.

Ainsi, c'est en allant à la rencontre de tous les potentiels collaborateurs pour créer un vrai réseau, en s'exprimant sur les différents sujets que nous avons réussi à nous imposer dans le débat.

Enfin, participer à une réunion du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) à New York fut l'une de nos missions phares de cette année.

Cette année encore, COJEP International a multiplié les partenariats et a participé à de nombreux évènements et conférences présentés par les institutions européennes. Voici un compte rendu détaillé des activités auxquelles COJEP International a participé.

PROJETS PLANIFIÉS EN PARTENARIAT AVEC L'UNESCO

L'UNESCO accorde aux organisations non gouvernementales et aux fondations qui ont des préoccupations proches des siennes un rôle important dans la coopération internationale au service des peuples.

COJEP International fait partie de ces ONG internationales que l'UNESCO approuve pour agir dans le meilleur intérêt de la société civile.

Nous avons assisté à toutes les réunions des ONG partenaires officielles de l'UNESCO pour participer aux projets développés dans ce cadre.

COMPTE RENDU DES REUNIONS DES ONG PARTENAIRES OFFICIELLES DE L'UNESCO

Réunion du 23 Janvier 2018

Le mardi 23 Janvier 2018 a eu lieu la réunion des ONG partenaires officielles de l'UNESCO. Cette réunion nous a permis à la fois d'établir le bilan de l'année 2017 mais aussi d'échanger nos idées et de présenter les projets à venir pour l'année 2018.

Ce fut également l'occasion pour toutes les ONG de se rencontrer et de dialoguer sur les thèmes chers à l'Unesco. Nous avons présenté nos vœux pour l'année 2018 à M. Philippe Beaussant, président du Comité de liaison ONG-UNESCO et M. Eric Falt sous-directeur général de l'UNESCO pour les Relations extérieures qui nous a rejoint à la fin de réunion vers 17h20.

Par ailleurs, nous avons eu l'information du déménagement des bureaux du Comité de Liaison ONG- UNESCO au : Bâtiment VI à Bonvin au 1er étage, bureau 1.43. à partir du 19 Janvier 2018.

Cette réunion s'est conclue avec quelques mots sur l'importante des ONG partenaires du comité de délégation pour partager leurs expériences et réfléchir ensemble à contribuer aux stratégies de l'UNESCO.

En tant que COJEP International, il est de notre devoir de nous impliquer davantage en développant et en renforçant notre partenariat avec l'UNESCO à tous les niveaux.

Le Comité des ONG partenaires officielles de l'UNESCO a annoncé une année intense de travail pour l'année 2018.

Deux forums vont être mis en place au cours de l'année : le premier, prévu en juillet, portera sur l'impact des sciences sur le climat. Le second programmé pour le mois de mai, s'intéresse aux thèmes des migrations et de l'éducation et porte sur le parcours des migrants, l'impact qu'ils ont dans le pays d'accueil mais aussi et surtout les moyens d'éducation mis en place pour aider les jeunes migrants et les populations autochtones minoritaires. Nous avons d'ailleurs interpellé Mr. Philippe Beaussant, président du Comité de Liaison ONG- UNESCO pour lui manifester notre intérêt pour ce projet sur les migrations sachant que le plus grand camp de réfugié se trouve en Turquie. Nous attendons encore une réponse de sa part.

Parallèlement à la planification de ces deux forums, l'organisation de deux journées internationales thématiques est également prévue.

La journée internationale de la femme et de la fille sera consacrée à l'étude des conditions des filles et à une réflexion quant à l'évolution souhaitée pour l'avenir.

La journée de la paix et des droits de l'Homme sera l'occasion pour nous de proposer un projet artistique intitulé « œuvre plastique pour la paix » développé dans le but d'enseigner « les arts de la paix », « Barış sanatı ».

Pour prolonger les réflexions entamées lors de cette session, une autre réunion pour les ONG a été organisée le 6 avril 2018 tandis qu'une conférence internationale des ONG se tiendra en septembre 2018.

Réunion du 15 Février 2018

Une réunion des ONG partenaires officielles de l'UNESCO a eu lieu le jeudi 15 Février 2018. Cette réunion succède à la réunion du 23 Janvier 2018 et avait pour objectif de planifier le forum sur les migrants prévu pour le second trimestre de 2018.

COJEP International a pris activement part aux travaux de préparation du forum en adoptant une organisation méticuleuse.



Pour aborder au mieux ce thème important, nous avons préalablement débuté un travail de recherche pour relever les informations générales sur le projet.

Un planning du travail préparatoire a été établi et nous avons commencé à imaginer différents formats pour le forum. D'autre part, nous avons également dégagé des thèmes pour le forum et pensé à organiser des groupes de travail thématiques pour approfondir certaines réflexions liées à des thématiques spécifiques. Les témoignages et expertises des ONG peuvent aussi être mobilisé lors du forum avec quelques interventions sur les thèmes fixés.

Nous avons décidé de baser notre travail sur le cheminement du migrant, du point de départ (pays d'origines), au point d'arrivée souhaité (pays d'accueils). Nous nous attarderons sur les questions suivantes : Qui est concerné ? Pourquoi ? et Comment parviennent-ils à quitter leur pays ?

Notre attention sera focalisée sur les conséquences entraînées sur les migrants d'un point de vue psychologique, mais aussi éducatif, économique et familiale depuis le pays d'origine mais aussi dans le pays d'accueil.

Réunion du mois de Mars

Cette réunion complète la réunion du 15 Février 2018.

Les impératifs fixés lors de cette réunion concernaient l'élaboration d'un programme concret pour le forum sur les migrants prévu en septembre ou octobre 2018.

Pour commencer la programmation, nous avons partagé les tâches afin d'obtenir les informations générales comme l'historique, la date, le lieu et le format du projet.

Trois équipes se sont partagé le travail à effectuer en se concentrant chacun soit sur le pays de départ, le pays de transit ou le pays d'arrivée.

Les thèmes du forum ont aussi été déterminé : l'éducation, la santé et les lois en vigueur pour les migrants sont les thèmes principaux.

Des groupes de travail ont été organisé pour avancer sur le projet et pour s'intéresser à une dimension spécifique présenté lors du forum.

COJEP International s'investit activement dans ces groupes de travail et participe aux groupes portant sur les pays de transit et les pays d'arrivée. Nous avons cherché à joindre des ONG turques pour mobiliser leurs témoignages et expertises dans le cadre d'éventuelles interventions.

Notre travail sera basé sur le cheminement chronologique du migrant, depuis le pays d'origine jusqu'au pays d'arrivée, en passant par les pays de transit.

Nous avons décidé d'examiner les conséquences subies par les migrants tant au niveau psychologique, qu'éducatif, économique et familial.

COJEP International s'est intéressée plus particulièrement aux camps des réfugiés en Turquie qui comptent plus de trois millions de personnes en transit, souvent inconnues des lois internationales. Ces personnes sont désorientées, sans repères et ont parfois des problèmes familiaux ou psychologique et cette dimension humaine ne doit pas être oublié.

Nous avons pensé à faire appel aux ONG présentes sur les lieux pour parler de leur travail à travers des mini reportages, des témoignages de jeunes étudiants scolarisés dans les écoles et universités.

Nous tenterons de répondre aux questionnements suivants : pourquoi ont-ils entrepris ce périple vers l'Europe ? Pourquoi ont-ils recours aux passeurs ? Comment est leur vie au quotidien dans les camps ? Comment ont-ils été accueilli ? Pensent ils retourner dans leur pays d'origine ? Il est également important de rappeler la richesse de cette main d'œuvre et son savoir-faire.

Réunion du mois d'Avril

Nous avons assisté à plusieurs réunions du comité de liaison des ONG pour reprendre les divers projets en cours.

Le forum des migrants qui devait se tenir en Grèce a dû être relocalisé en Tunisie pour faute de financement.

Nous sommes allés voir la délégation turque pour les informer de ces faits nouveaux et les inciter pour ce forum ai lieu en Turquie. En effet, puisque la Turquie est le pays qui accueille le plus de migrants, il semblait logique d'entreprendre le forum dans ce pays pour proposer une certaine cohérence.

Nous avons demandé à rencontrer l'ambassadeur turc de l'Unesco afin de lui exposer plusieurs sujets de panel que nous voulions faire à l'UNESCO mais aucun sujet ne lui a convenu et il n'a donc pas donné une réponse favorable à notre requête.

Réunions du mois de Mai

Cette réunion a permis d'avoir quelques informations supplémentaires sur les projets en cours. Finalement, le forum des migrants a été planifié pour les 26 et 27 septembre 2018 en Tunisie, à Tunis. Nous faisons partie du comité de pilotage du forum et nous avons participé à plusieurs groupes de travail pour mener ce projet à bien.

Le forum des sciences et l'impact sur le climat a également été l'objet de notre discussion. Nous avons déterminé deux possibilités de lieu pour l'évènements : Moscou ou Paris. La date n'a pas encore été fixée.



2 salle de réunion du comité de liaison-ONG

Réunions du mois de juin

La réunion de travail du groupe " forum sciences" a eu lieu le 25 juin 2018, Lors de la réunion de travail du groupe " forum sciences" du 25 juin, nous avons envisagé de nous retrouver la 10 juillet pour étudier une liste d'intervenantes pressenties.

Réunions du mois de juillet

Nous avons proposé plusieurs thématiques pour la Turquie, mais nous sommes aperçus que le comité ne voulait pas entendre parler des actions faites par la Turquie, à la suite de plusieurs reflétions nous avons préféré garder mon silence pour l'instant. Nous avons fait une demande de rendez- vous avec Mr Basset de la délégation Tunisienne. Mais malgré tout cela nous commençons à former un groupe au sein du comité de liaisons des ONG avec autres ONG.

Le lundi 2 juillet 2018, nous avons eu l'honneur d'être invité au Colloque du Département Afrique et le Centre d'études diplomatiques et Stratégiques (CEDS) au Siège de l'UNESCO « La diplomatie, l'économie et la culture au service de la paix en Afrique »

Réunions du mois de septembre

Après réflexion, nous semble plus judicieux de finaliser d'abord la note conceptuelle, de la faire valider par le comité de pilotage et les points focaux de l'UNESCO.

Tant que nous n'avons pas une réponse définitive relative au lieu d'accueil, il est impossible d'envoyer les invitations pour ONG. (Et par conséquent la note et le pré-programme.)

Réunions du mois d'octobre

Nous avons fait une réunion, suite à l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi au Consulat d'Arabie Saoudite à Istanbul et dans le désir de soutenir la mission de l'UNESCO s'appuyant sur la DUDH, plusieurs ONG partenaires de l'UNESCO, nous ont fait part le 22 octobre de leur décision d'envoyer un courrier à la Directrice Générale, ce qui a été fait par ces ONG le 24 octobre.

Dernière réunion du groupe de préparation du forum "sciences" a eu lieu le mardi 30 octobre de 10h.

Réunions du mois de novembre

Nous avons fait le bilan des travaux du groupe de pilotage depuis notre dernière réunion et présenté un préprogramme du forum et nous avons discuté sur les suites du forum.

Nous avons présenté notre candidature pour les élections de l'assemblée générale des ONG.

Réunions du mois de décembre

Réunion pour la mise au point des dernières préparatif pour l'assemblée générale.

Nous allons présenter notre ONG « COJEP INTERNATIONAL » au stand d'activité mise à notre disposition dans le hall d'entrée de l'UNESCO le mardi 18 décembre de 16h00 à 17h30.

Nous participons aux élections le 18 décembre 2018 pour le comité de liaison des ONG donc nous avons présenté notre candidature en tant que COJEP INTERNATIONAL.

Et le 19 décembre 2018 l'élection du président du comité de liaison-ONG

TABLE RONDE « ÉGALITE DES GENRES ET AUTONOMISATION DES FEMMES PAR ET POUR LA SCIENCE »

Le 09 Février 2018 s'est tenue à Paris, la table ronde « Égalité des genres et autonomisation des femmes par et pour la science ». Cet évènement organisé par l'UNESCO dans le cadre de la journée internationale des femmes et des filles en sciences avait pour objectif d'analyser la situation actuelle et d'identifier les moyens efficaces d'autonomisation des femmes par et pour la science.

Le constat est évident : peu de femmes investissent les domaines et champs scientifiques alors qu'elles représentent un potentiel important de création et d'innovations qui permettrait d'atteindre le développement maximal de la recherche.

Cette sous-représentation des femmes dans les domaines scientifiques est préjudiciable pour nos sociétés et promouvoir la participation des femmes et des filles en science est indispensable pour envisager un avenir plus juste, éloigné des préjugés sexistes qui limitent les objectifs professionnels des filles.

Cette session avait pour but d'analyser les freins à l'origine du désintérêt de la part des filles pour les sciences mais aussi aux leviers et moyens à mettre en place pour promouvoir leur participation dans les activités scientifiques afin d'atteindre leur plein potentiel.

Deux problématiques ont été placées au centre des interrogations : comment comprendre l'histoire des femmes dans l'informatique ? et quelle est la place des femmes dans la société et l'histoire des sciences ?

La discussion générée sur ce sujet a permis de soulever les problématiques liées à ce déséquilibre et de planifier des projets importants pour mieux accompagner les femmes, mieux les former et augmenter leur visibilité dans tous les domaines de la recherche.

PANEL « VIVRE ENSEMBLE AVEC DES CULTURES DIFFÉRENTES, UN AVENIR A CONSTRUIRE ENSEMBLE »

Le 14 Mai 2018, nous avons organisé un panel sur le thème du vivre ensemble. Nous avons invité plusieurs intervenants de marque comme Mme Marie-Claude Machon-Honoré, déléguée pour BPW³ International auprès de l'UNESCO, Mr Béchir Labidi, conférencier dans le domaine de l'interculturel ainsi que notre invité d'honneur Mr. Cemil Adra, descendant de l'Empire Ottoman.



Panel « Vivre ensemble avec des cultures différentes, Un avenir à construire ensemble »

Ce panel a été conçu pour construire une culture de la paix et de la non-violence qui inclut les initiatives en faveur de la démocratie et de la citoyenneté mondiale, du dialogue interculturel, de l'éducation à la paix et aux droits de l'Homme.

Pour promouvoir le vivre ensemble, nous avons discuté de plusieurs thématiques qui mettent en lumière une dimension importante de la diversité culturelle.

Dans un premier temps, nous avons mis en évidence le fait que toutes les cultures sont métissées.

En effet, la culture d'un pays comme la France est en réalité un ensemble complexe, fait de cultures particulières. Il n'existe pas de culture qui restera identique dans le temps, absente des influences de ses voisines ou des cultures précédentes. Les cultures se rencontrent dans plusieurs dimensions en étant en interaction avec les autres.

Ainsi, il n'existe pas des cultures pures mais uniquement des cultures mélangées ; toutes les cultures sont mixtes (ou « hybrides » ou « métissées »).

Les contacts entre groupes humains remontent aux origines de l'espèce, et ils laissent toujours des traces sur la manière dont les membres de chaque groupe communiquent entre eux.

Dans un second temps, nous avons abordé l'immigration et nous avons montré à quel point elle était bénéfique.

Alors que les immigrés récents acceptent d'exercer des métiers dédaignés par les natifs ou d'être payés moins qu'eux, l'immigration contribue indéniablement au rajeunissement nécessaire de la population en augmentant ainsi la proportion des actifs par rapport aux retraités. En règle générale, les immigrés sont animés par une ambition et un dynamisme caractéristique de tous les nouveaux venus, d'un esprit entreprenant comme d'une capacité d'innovation. Sans le vouloir, ils rendent aussi un service particulier à la population qui les accueille. Pour que ces contributions au bien commun puissent se réaliser, il faut toutefois que les immigrés participent eux-mêmes à leur intégration dans la société dans laquelle ils se trouvent.



Il en va de même pour les lois : les migrants doivent respecter les lois pour faciliter leur intégration dans le pays d'origine. En effet, la première exigence envers tous les habitants d'un pays, qu'ils y soient nés ou qu'ils viennent d'ailleurs, est qu'ils en respectent les lois et les institutions et donc qu'ils adhèrent au contrat social de base. Il n'y a pas lieu en revanche d'exercer un contrôle de l'identité culturelle des uns et des autres. En règle générale, la culture des migrants, différente de celle de la majorité, est destinée à rejoindre le cœur de voix déjà pluriel qui forme la culture du pays.

Cependant, certaines coutumes ou éléments de tradition culturelle, s'opposent aux lois du pays où vivent ceux qui les pratiquent. Que faire ? La réponse en principe est claire, même si son application n'est pas toujours aisée : dans une démocratie, la loi l'emporte sur la coutume.

Enfin, nous avons abordé le rôle de l'École. Cette institution participe à la l'intégration des migrants en offrant, en dehors de la culture de chacun, un socle culturel commun, un ensemble de connaissances indispensables sur les codes et règles en vigueur dans la société. Ces codes ne concernent pas les valeurs morales et politiques, lesquelles sont plurielles, mais des éléments culturels qui assurent notre intégration dans le même espace social. En premier lieu vient la langue, dont la maîtrise est essentielle pour toute participation à la vie commune et pour l'acquisition de tout autre élément de la culture.

Ce panel riche en information s'est terminé par une conclusion générale qui souligne l'attention que nous devons porter pour préserver le multiculturalisme mais aussi développer les moyens capables d'améliorer le vivre ensemble.

« Vivre ensemble en paix »

Le 16 mai 2018, nous avons assisté aux célébrations organisées par la délégation permanente de l'Algérie à l'occasion de la première édition de la Journée Internationale du vivre ensemble en paix au siège de l'UNESCO à Paris.

Lors de cet après-midi, des jeunes issues de la diversité culturelle et sociale ont témoigné de leur désir de « vivre ensemble ».

D'autres jeunes représentant les cinq continents ont démontré les vertus du vivre ensemble en paix. La journée s'est terminée par un concert de musique arabo-andalouse.



Ifakat Yuna, coordinatrice des relations internationales de COJEP à la Journée Internationale du vivre ensemble en paix à l'UNESCO.

Ce panel riche en information s'est terminé par une conclusion générale qui souligne l'attention que nous devons porter pour préserver le multiculturalisme mais aussi développer les moyens capables d'améliorer le vivre ensemble.

PANEL prévue pour 2019

« Les enfants victimes de la guerre et Des catastrophes naturelles »

Dans le monde entier, des milliers de garçons et de filles sont recrutés de forces par des groupes terroriste (PKK et YPG) pour servir de combattants, de cuisiniers, de porteurs ou encore de messagers. On les appelle communément "enfants soldats".

Nous ferons une conférence, nous nous sommes rendu compte de l'urgence dans parler pour empêcher l'exploitation de ses enfants dans les conflits et permettre leur réinsertion dans la vie civile.

PARTICIPATION AUX ÉVÈNEMENTS DU CONSEIL DE L'EUROPE

COJEP International a participé activement aux conférences des ONG du Conseil de l'Europe. Ces réunions représentent une véritable plateforme pour dialoguer avec les institutions du Conseil de l'Europe sur différentes questions actuelles et aboutissent sur des recommandations ou des résolutions permettant d'établir des plans d'action concrets.

Conférences des ONG - Session Janvier 2018

Durant la matinée de la première session, l'islamophobie et le processus de paix israélo-palestinien ont été discuté à l'Assemblée générale. Plus tard, la délégation turque a été visitée et une réunion a eu lieu avec la députée d'Istanbul Serap Yasar et la députée de Corum Luqiye Ilksen.

Des décisions ont été prises, et nous avons discuté d'une éventuelle collaboration. Nous avons parlé du travail de COJEP International et nous avons discutés et analysés ensemble les rapports annuels précédents. Nous avons étudié la visibilité de la Turquie et pensé à la façon d'être le plus efficace en Turquie.

Pour cela, nous avons pensé à mettre en place des groupes de travail pour mieux suivre les commissions et obtenir des informations sur les rapports qui seront publiés.

Nous nous sommes mis d'accord avec d'autres délégations pour participer plus activement à la Conférence des ONG, d'examiner à l'avance le calendrier des activités et de décider d'une stratégie de travail.

Cette première session nous a donné l'occasion de nous familiariser avec le conseil en suivant le déroulement des procédures et des réunions.

Nous avons cherché des façons de créer des liens et des relations pour COJEP International afin d'être plus efficace pour la Turquie. Nous avons compris la nécessité de modifier l'équilibre au sein des organes de prise de décision pour tendre vers un milieu plus juste.

Les jours restants, nous avons assisté aux réunions de la conférence des ONG.

Nous avons rencontré le nouveau membre DATUB⁴ et nous avons pu discuter avec le président de l'association, Mr. Burhan Ozkosar.

Lors de cette session, nous avons pu rencontrer d'autres ONG et nous avons discuté avec le Président pour lui demander un rendez-vous afin de discuter de sujets concernant la Turquie.

Enfin, lors de la dernière matinée de cette session, le vendredi 26 Janvier 2018, la réunion s'est terminée sur la situation des ONG en Turquie et principalement sur la liberté d'association.

Malheureusement, le temps accordé au rapport n'a pas suffi et n'a pas pu faire l'objet d'un débat. Nous avons donc exprimé l'opinion de COJEP International à travers une déclaration sur le rapport :

« Nous aimerions exprimer nos quelques points de vue à propos du rapport. En effet, il est important de préciser que pour maintenir les libertés fondamentales il est aussi nécessaire de garantir la sécurité. Liberté et sécurité sont deux notions complémentaires. Ainsi, nous tenons à préciser que ces rapports ont une importance afin de faire des études de cas. Pour cela, nous tous, en tant que conférence des ONG, nous devons avoir avant tout une approche objective pour traiter et adopter un point de vue sur la situation.

En effet, en Turquie l'état d'urgence a été proclamé suite à une tentative de coup d'état. Nous tenons à préciser qu'en effet des décrets sont adoptés pour maintenir l'ordre public, mais que ceci est fait conformément aux engagements internationaux de la Turquie. De plus, la Turquie est en parfaite coopération avec le Conseil de l'Europe. Les échanges entre les deux pôles sont réguliers. Toutes les décisions sont révisées suite aux points de vue dégagés de cette coopération.

Ensuite, la primauté du droit, de l'égalité entre citoyens et de la justice font partie des piliers des objectifs européens. Pour cela la Turquie ne fait pas de différenciation entre ses citoyens et prévoit le même régime pour tous, sans préférence. De plus l'état d'urgence est conforme à tous les textes, et la Turquie ne fait qu'exercer son droit pour la préservation de son ordre public.

Ainsi, nous pensons qu'il n'y a pas de réelles inquiétudes à éprouver. Il faut aussi préciser que la Turquie est un pays en lutte contre plusieurs groupes terroristes comme le PKK, PYD ou Daesh. Pour terminer, nous trouvons très utiles la réalisation de ces rapports afin que l'on puisse débattre de la situation dans les différents pays et nous aimerions aussi traiter du sujet pour peut-être d'autres pays afin d'établir plusieurs études de cas et agrandir notre champ de vision afin d'apporter une meilleure appréciation du sujet. ».

Cette session s'est clôturé sur cette déclaration.

Conférence des ONG - Session Juin 2018

La deuxième session annuelle de la conférence des ONG a eu lieu du 25 au 29 Juin 2018. Durant cette conférence des ONG, COJEP International a participé activement aux réunions des Commission mais aussi à divers groupes de travail.

Groupe de travail « Pauvreté : inégalités et jouissance des droits »

Ce groupe de travail a réuni plusieurs ONG pour discuter de l'enjeu majeur que représente la pauvreté en travaillant sur une ébauche de proposition.

Conférence des ONG - Session Juin 2018

L'objectif de la séance était de comprendre ensemble la proposition et de discuter des différents points abordés.

Cette session a été animé par Miguel Cabral qui a collecté depuis ces neuf derniers mois les travaux de différentes ONG qu'il a retravaillé pour nous exposer une proposition cohérente.

La proposition qu'il nous a présenté a mis en lumière la complexité de la pauvreté qui ne se traduit pas uniquement dans la sphère économique mais qui s'exprime dans d'autres domaines comme la santé, l'accès et la connaissance des droits et l'exclusion de la vie quotidienne de la société.

De nombreux documents politiques ont abordé le thème de la pauvreté (déclaration commune des quatre piliers « Agir ensemble pour éradiquer l'extrême pauvreté en Europe » et les objectifs de développement durable), mais il reste encore beaucoup à faire.

En cette période de changements sociétaux et d'inégalités croissantes, nombreux sont ceux qui vivent dans des conditions de pauvreté malgré leur emploi.

Trois axes principaux ont été adopté pour cette proposition :

Augmenter la jouissance des droits sociaux en Europe :

Donner la possibilité aux personnes de jouir des droits sociaux en Europe pour les protéger et leur permettre de surmonter la pauvreté dans de nombreux cas avec l'un des documents politiques les plus importants sur la pauvreté, la Charte sociale.

Il ne suffit pas d'avoir des droits sociaux, il faut les demander et les revendiquer pour en profiter.

Il faut sensibiliser sur les opportunités politiques qui sont associées tout en les utilisant de manière stratégique. Par exemple, en travaillant selon les cycles du Comité européen des droits sociaux pour savoir quels types de droits sociaux vont être étudiés.

Plaider en faveur de l'accès à une éducation adéquate en tant qu'outil pour briser la pauvreté systémique :

L'éducation est l'un des moyens pour sortir de la pauvreté. Il est donc de la plus haute importance d'assurer une éducation adéquate à tous, aux différentes étapes de la vie, si nécessaire.

Une plus grande attention devrait être accordée à la littérature financière, à la sensibilisation aux droits et à la participation civique.

Contribuer à vaincre l'exclusion sociale et culturelle, y compris celle causée par l'auto-exclusion :

Il est important d'agir pour les personnes en situation de pauvreté, il est tout aussi important d'agir avec elles, reconnaissant ainsi la dignité de chaque être humain acteur dans la société.

Ce n'est qu'ainsi que nous serons en mesure de contribuer à un meilleur processus d'inclusion, afin qu'ils puissent s'exprimer avec dignité, transmettre leurs connaissances pratiques et se sentir membres de la société.

Trois projets sont associés aux pistes présentées :

- Participer activement aux cycles du conseil
- Utiliser tous les documents et travaux réalisés jusqu'à aujourd'hui, des campagnes et formations et créer un endroit pour que les personnes intéressées puissent se renseigner et échanger sur ce sujet.
- Continuer la célébration du 17 Octobre, journée internationale contre l'extrême pauvreté en renouvelant nos manières de célébrer ce jour et en présentant publiquement des travaux réalisés sur la pauvreté.

Groupe de travail « Éducation tout au long de la vie »

Cette réunion a été planifiée afin de travailler sur le contenu du groupe de travail sur l'Éducation tout au long de la vie.

La Commission Éducation et Culture a décidé de travailler spécifiquement sur ce sujet pour améliorer la qualité de l'éducation en préparant non seulement les jeunes à l'emploi mais aussi en les accompagnant en tant que citoyens actifs d'une société démocratique. La deuxième raison est de développer des compétences basées sur un système d'éducation qui contribue au progrès de la démocratisation des sociétés européennes à travers le développement d'une culture de la démocratie, de valeurs, d'attitudes, de compétences, de savoirs et de critiques.

Trois axes ont été maintenus pour ce groupe de travail :

- Les compétences pour une vie en démocratie,
- L'approche inclusive de l'éducation,
- L'éthique et l'intégrité dans l'éducation

Ce groupe de travail s'est principalement intéressé à l'éducation et la formation des adultes.

Plusieurs OING ont souligné l'importance d'intégrer les personnes âgées dans l'éducation tout au long de la vie.

Nous vivons dans une société de plus en plus vieillissante, le concept de gérontologie, pédagogie appliquée aux adultes et personnes âgées doit être appliqué pour éduquer cette partie de la population. Il faut réfléchir à comment éduquer, former ou élaborer des stratégies d'apprentissages pour des personnes adultes ou seniors.

L'une idée innovante serait de créer des communautés d'apprentissage intergénérationnelles.

D'autres OING ont insisté sur l'importance d'être responsable de son apprentissage en apprenant à apprendre. L'enjeu actuel de l'éducation est d'être responsable de son apprentissage, l'idée de la communauté éducative est importante pour éviter la marginalisation de certaines catégories de la population.

L'éducation par le biais du numérique a aussi été abordé pour permettre une éducation à distance. Avec le numérique, chacun utilise les mêmes services pour apprendre la même chose, si cette option est intéressante, elle soulève des problèmes éthiques de l'éducation.

De nombreuses OING ont mis en évidence la situation des personnes âgées après leur départ à la retraite qui se sentent exclues, laissées de côté par la société et qui restent sans activités. Nous pourrions utiliser l'expérience de ces personnes âgées pour former et partager des compétences et connaissances.

Il y a quelque chose à faire dans la formation des enseignants mais aussi des personnes âgées et du personnel qui s'occupe des personnes âgées. Les personnes âgées sont impliquées dans l'apprentissage des plus jeunes et nous devrions utiliser ces savoirs pour des apprentissages.

Utiliser les compétences et connaissances des personnes âgées nous permettraient également de restaurer leur dignité en les réintégrant et en leur donnant un rôle au sein de la société.

L'éducation tout au long de la vie est important ici.

Les métiers d'arts disparaissent en France et de grandes maisons de coutures de luxe recrutent d'anciens maîtres d'arts pour former les plus jeunes et empêcher tout un pan de savoir-faire, de compétences de disparaître.

Un intervenant représentant le corps des enseignants a insisté sur le fait que la difficulté aujourd'hui est d'apprendre la critique, à se méfier des mauvaises informations.

Il a ajouté que par rapport à la dignité des personnes âgées, nous devons aussi penser à celles des migrants.

Les migrants peuvent apporter quelque chose mais on a souvent décrédibilisé leur bagage éducatif et nous les considérons trop souvent comme des pages vierges.

Plus de la moitié arrivent en Europe en étant déjà diplômé du secondaire et ensemble nous pourrions échanger, et mobiliser leurs compétences.

Nous devons trouver des moyens d'éduquer pas seulement les jeunes mais tout le monde et démêler le vrai du faux en développant notre esprit critique.

Une doctorante en sciences de l'éducation a insisté sur l'importance de réfléchir sur quels principes fonder l'éducation tout au long de la vie.

En France, l'éducation est fondée sur l'égalité tandis qu'en Finlande, elle est fondée sur l'équité. Les deux ne sont pas les mêmes, l'un donne la même chose à tous, l'autre donne ce dont chacun a besoin et cela fait une grande différence.

En Finlande, il y a le modèle d'apprentissage basé sur les phénomènes, ce modèle pourrait être utilisé avec les groupes cibles qui ont le plus besoin d'éducation.

D'autres OING ont parlé de la nécessité de changer de paradigme, de ce concept de l'âge. Des personnes de tout âge commencent à étudier, à entreprendre des masters et doctorats. Or les praticiens savent que pour lutter contre les maladies dégénératives et neurologiques, accéder à de nouveaux apprentissages est important. Apprendre et se former à de nouvelles choses tout au long de la vie est un véritable traitement et une garantie face à une société en plein changement.

Le but de cette session était de collecter les informations des OING sur ce sujet pour la prochaine session. L'année prochaine, à partir de ces expériences et témoignages, nous devrions arriver à construire un dépliant sur l'éducation tout au long de la vie.

Enfin, la session s'est terminée avec un témoignage sur un outil du conseil de l'Europe pour l'inclusion linguistique auprès des migrants.

Cette boîte à outil créée au Conseil de l'Europe : « accompagnement linguistique des migrants adultes » a été lancée en Novembre 2017 pour aider les migrants à s'exprimer dans des situations de la vie quotidienne. 57 fiches de travail destinées aux bénévoles volontaires au contact des migrants et réfugiés proposent des activités qui brossent des situations générales de la vie courante.

Une partie est adressée aux connaissances des migrants, au socle éducatif dont ils disposent. Sur le site du Conseil de l'Europe, on peut trouver cette boîte à outil dans de nombreuses langues dont le français, c'est un outil très utile pour les OING qui travaillent avec des migrants.

Cet outil représente un exemple de réalisation finale, de projet visé par ce groupe de travail.

Groupe de travail « Protection et dignité humaine »

COJEP International a participé au groupe de travail « Protection et dignité humaine »

Cette session de travail a été organisée par Thierry Mathieu, président de la commission Démocratie, cohésion sociale et enjeux mondiaux.

Ce groupe de travail s'est intéressé aux personnes vulnérables qui se retrouvent souvent sans protection et sont victimes d'un manque de considération pour leur dignité humaine.

Nous avons identifié parmi ces personnes les détenus, les migrants, les personnes âgées, les enfants maltraités, les sans domiciles fixes, les personnes apatrides, mais aussi le cas des embryons et des questions bioéthiques et les changements de condition pour les personnes en période d'urgences climatiques.

Puisque ce sujet est très riche, nous avons décidé de nous concentrer sur un thème en particulier en nous focalisant sur les migrants et plus particulièrement les femmes, les femmes enceintes isolées, les enfants, les personnes âgées migrantes et les réfugiés politiques. Ces personnes sont isolées et échappent souvent au système comme c'est le cas des mineurs isolés qui sont à la fois exclus de la santé et de l'éducation.

L'objectif de cette session était de réfléchir sur des productions concrètes pour améliorer les conditions d'existence de ces personnes à travers une recommandation ou encore l'organisation d'un Side event présentant des axes d'amélioration sur ces différents thèmes.

L'un des objectifs immédiats serait d'alimenter en informations la cellule de veille migration du Conseil de l'Europe en l'informant de toutes les situations.

Programme d'enseignement des sciences : projet Erasmus +

Développement et mise en œuvre d'un Programme

Lieu : conseil de l'Europe / Strasbourg

Date : de 6 janvier 2017 au 31 mai 2019 (24 mois)

Programme de formation scientifique pour les jeunes réfugiés.

En partenariat avec **l'université de Yildirim Beyazit en Turquie.**

Science Programme d'éducation : et un projet avec Iserundschmidt, et la contribution de tous les autres partenaires.

But du projet : L'idée de base est l'éducation des jeunes réfugiés d'une façon amusante et divertissante grâce à ce programme de formation scientifique, nous maintenons l'attention de ces jeunes réfugiés hors du contexte de la guerre.



Le 27 août 2018 au conseil de l'Europe, Strasbourg / France



Le 13 décembre 2018, à Novedrate / Italie

Le déroulement du projet est en plusieurs étapes :

1. Étape - Atelier Cette phase se fera en trois ateliers. Le campus de l'Université a eu lieu en Italie



2. Étape - Science Programme d'éducation : Iserundschmidt



3. Étape - Mise en œuvre des Programme de formation réfugiés dans les camps de sciences



4. Étape - Médias et Rapport final d'information : des résultats du niveau des élèves

COJEP International est présent dans plus de 15 pays européens, les champs d'action et les domaines d'expertise sont les droits de l'homme, la démocratie, la lutte contre le racisme et la discrimination, le dialogue interculturel, la coexistence, la citoyenneté ... Avec sa vaste structure internationale COJEP possède une expérience incontournable en Europe. Pendant toute la durée du projet COJEP joue un rôle clé lors des échanges d'expériences à toutes les conférences.

37^{ème} session du conseil des droits de l'Homme (26 Février - 23 Mars)

COJEP International a participé à la 37^{ème} session du conseil des droits de l'Homme des Nations unies qui s'est achevée le 23 mars 2018.

Cette session a porté une attention particulière à la situation des droits de l'homme en Syrie, au Myanmar, au Burundi, en Érythrée, en Corée du Nord, en Iran et au Sud du Soudan. Les enjeux liés à la promotion de la protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux, et culturels, y compris le droit au développement seront abordés lors de cette 37^{ème} session du Conseil des droits de l'homme.

De nombreux textes ont été également adoptés sur les droits de l'enfant dans le contexte des crises humanitaires, la prévention de la torture, le terrorisme et les droits de l'Homme, les droits culturels et la protection du patrimoine culturel, les droits de l'Homme en matière environnementale.

Débat sur la situation du Burundi

Le 13 Mars 2018, nous avons assisté à la réunion qui traitait de la situation du Burundi.

Mme Lucy Asuagbor, membre de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, Rapporteuse spéciale sur les droits des femmes en Afrique, a établi dans un premier temps un bilan de la situation au Burundi.

Le Burundi est devenu un pays d'urgence humanitaire où le nombre de personnes dans le besoin a triplé. Face à l'augmentation importante des taxes sur les produits de premières nécessité, les conditions de vie de la population ne cessent de se réduire : près de trois millions de personnes ont un accès insuffisant aux nécessaires alimentaires et deux millions n'ont pas accès à de l'eau potable.

Les représentants du Burundi sont restés ébahis devant ce bilan et rejette le rapport. Ils considèrent qu'il n'est pas crédible et exigent des précisions quant aux informations recueillies. Ils déplorent également le langage agressif et dénigrant du haut-commissaire qu'ils ne trouvent pas encourageant.

Après ce bilan pessimiste du Burundi, les États membres du Conseil des droits de l'Homme se sont exprimés et ont donné des recommandations pour améliorer la situation.

L'Union européenne a mis l'accent sur les violations des droits de l'Homme et sur la restriction arbitraire. Les opposants du parti au pouvoir sont intimidés et l'espace accordé aux journalistes se réduit. Ils invitent le Burundi à coopérer. Cette opinion est partagée par de nombreux pays comme la Belgique, l'Espagne, la République Tchèque, l'Australie, la France, la Grèce, le Royaume-Uni, l'Irlande, la Lituanie, la Suisse et les Pays-Bas.

La République arabe syrienne, la République islamique d'Iran et le délégation chinoise estiment qu'il ne faut pas s'immiscer dans les affaires internes des pays.

Elles saluent les efforts du Burundi pour le développement du pays et pense que si le Conseil poursuit son ingérence sélective à des fins politiques, cela n'améliorera en rien la situation du pays. La communauté internationale devrait respecter la souveraineté du Burundi selon elles.

Les trois membres de la commission d'enquête sur le Burundi, Mr Doudou Diène, Mme Françoise Hampson et Mme Lucy Asuagbor, se réjouissent que la majorité ait insisté sur le dialogue avec les autorités burundaise. Ils insistent sur le fait qu'il faut que le Burundi donne accès à son territoire à la commission d'enquête des droits de l'Homme afin de garantir une évaluation de la réalité de la situation interne. Ils estiment qu'il existe un lien entre la crise politique et le contexte social et rappelle que le Burundi est devenu un pays d'urgence humanitaire.

Un référendum en mai 2018 a eu lieu au Burundi pour une révision de la Constitution. Le gouvernement incite à voter « oui » et une taxe obligatoire a été instauré pour financer ce référendum.

COJEP International a continué de suivre les réunions de la 37^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme et a su s'imposer dans le débat pour exposer les atteintes et préjudices subis dans de nombreux contextes actuels.

Dénonciation de la violation des droits de l'Homme en Palestine

Le mardi 20 Mars, à midi, COJEP International a participé au débat général pour dénoncer avec force les violations des droits de l'Homme en Palestine. Face à la situation déplorable vécue par des milliers de palestiniens et au silence insupportable du reste du monde, il nous semblait nécessaire d'utiliser notre voix pour mettre en évidence ces injustices.

Voici une retranscription du discours :

« Merci Monsieur le Président.

COJEP International se pose beaucoup de questions sur la situation en Palestine. Dois-je citer le nom d'Ahed Tamimi ? Des 330 enfants actuellement prisonniers ?

Ai-je vraiment besoin de rappeler les 450 détenus administratifs dont certains attendent un procès depuis 14 ans ?

La détention administrative est l'une des multiples mesures oppressives utilisées par l'occupation israélienne contre le peuple palestinien. Elle permet de mettre en prison n'importe quel palestinien pour une période de six mois, indéfiniment renouvelable, sans inculpation ni jugement par un tribunal.

Depuis plusieurs mois, les forces d'occupation israéliennes arrêtent systématiquement des figures de la résistance palestinienne. Le village de Nabi Saleh est victime d'un acharnement et d'un harcèlement militaire avec des arrestations arbitraires de bon nombre de membres de la famille Tamimi. Il est légitime de se demander si cette vague d'arrestations et de mises en détention administrative ne correspond pas à une stratégie israélienne pour écarter toute contestation.

Dans ce cadre, Munther Amira qui est défenseur des droits de l'Homme et coordonnateur du Comité Populaire de résistance non violente de Bethléem... a été arrêté par des soldats israéliens le 27 décembre 2017, alors qu'il participait pacifiquement à une manifestation dans la ville de Bethléem demandant la liberté pour Ahed Tamimi.

Aucune expression ne pourrait qualifier le manque d'humanité, l'absence de dignité, le défaut de justice que subit le peuple palestinien par l'occupation depuis des décennies dans l'impuissance totale de la communauté internationale ».

Participation à la conférence de l'ONG Human Rights Solidarity

Après ce discours, nous nous sommes rendus à la conférence de l'ONG Human Rights Solidarity sur la responsabilité politique de l'armée et des dirigeants politiques en vertu du droit international.

Toby Cadman, co-fondateur et dirigeant de Guernica 37 International Justice Chambers à Londres et co-fondateur du forum international pour la démocratie et les droits de l'Homme, a traité du cas du majeur Mahmoud Al Werfalli, commandant d'élite dans l'armée libyenne inculpé pour crime de guerre par la cour pénale internationale.

Il est soupçonné, notamment, d'être impliqué dans au moins sept incidents en 2016 et 2017. Il aurait tiré sur des civils ou des combattants blessés ou ordonné leur exécution.

Ahmed El Gasir, chercheur en droits de l'homme pour l'ONG Human Rights Solidarity a évoqué les crimes de guerre pendant le siège de Ganfouda mettant ainsi en évidence le drame humain qui a eu lieu en Libye.

Nous avons continué à participer aux autres événements de l'après-midi et nous avons participé activement à la conversation dans le débat général.

Intervention orale pour dénoncer le racisme et la xénophobie

À 17h30, COJEP International a décidé d'exposer et de dénoncer le racisme et de la xénophobie et principalement de la montée des actes islamophobes à l'encontre des femmes voilées.

Voici une retranscription du discours :

« Merci M. le Président.

Au nom du conseil de la jeunesse pluriculturelle (COJEP) nous voulons vous faire part de la multiplication des actes à caractère islamophobe en France. Les femmes voilées sont les victimes principales de ces agressions alors que la loi autorise le port du voile dans l'espace public. Aussi, nous constatons l'augmentation des actes terroristes et agressifs sur les centres culturels islamique en Europe, le dernier acte datant de ce mois-ci à Lauffen en Allemagne. Ce contexte nuisant ainsi à la sécurité d'une partie des citoyens en Europe. Au nom de COJEP nous mettons en œuvre toute une série d'actions culturelles tournés vers le vivre-ensemble.

Conscient qu'il est nécessaire de bien se connaître pour lutter contre toutes les formes de racisme et éviter ainsi la peur et la méfiance que suscite l'inconnu. Nous encourageons tous les efforts prônant une société inclusive dans le respect des droits et de la dignité de chaque individu en se basant sur l'article 1 de la déclaration universelle des droits de l'Homme qui certifie que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droit. Nous saluons également l'énergie employé par le haut-commissariat dans ce sens.

Merci M. le président ».

Cette 37^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme fut riche en apprentissages et nous a donné l'occasion de nous exprimer sur des sujets importants pour mettre en lumière des événements ou situations qui sont parfois passés sous silence. COJEP International a su se saisir de cette opportunité pour défendre l'intérêt des minorités et des peuples autochtones qui souffrent encore aujourd'hui d'injustice.

COJEP International s'est rendu à plusieurs réunions du Parlement européen encore une fois cette année.



Compte rendu du mois d'Avril

Durant le mois d'Avril 2018, nous avons participé à plusieurs réunions sur le terrorisme avec pour chacune une thématique spécifique.

La première réunion proposait des solutions pour lutter contre le terrorisme tandis que la deuxième portait sur la prévention de la radicalisation.

« *L'évolution de la menace terroriste et les nouveaux enjeux de la lutte contre le terrorisme* »

Le 09 Avril 2018 au Parlement européen de Bruxelles s'est tenue une commission pour discuter des nouveaux défis dans la lutte contre le terrorisme avec Mr. Jean-Charles Brisard du Centre d'analyse du Terrorisme. Les différents participants ont échangé leurs points de vue sur la coopération judiciaire dans le domaine de la lutte contre le financement du terrorisme.

Après cette première évaluation des nouveaux enjeux de la lutte contre le terrorisme, la deuxième réunion de la commission spéciale sur le terrorisme s'est intéressée à la radicalisation.

« Prévenir et combattre la radicalisation »

L'audition publique pour combattre la radicalisation a eu lieu le 24 Avril 2018 à Bruxelles. Plusieurs tables rondes ont été organisées afin de débattre et trouver des moyens efficaces pour prévenir et combattre la radicalisation. Cette réunion fut l'occasion d'identifier les effets de la radicalisation sur des personnes issues de différents milieux sociaux en Europe. Les panelistes ont également discuté des éléments qui seraient à l'origine de cette radicalisation.

L'audition a mis en avant des dimensions spécifiques pour lutter contre la radicalisation en prison. De meilleures manières pour combattre la radicalisation ont été discutées avec les autorités, les représentants d'académies et la société civile. Une attention particulière a été accordée au rôle des réseaux sociaux dans la prévention de la radicalisation par la suppression de contenu terroriste.

Compte-rendu du mois de Mai

Durant le mois de mai, nous avons assisté à plusieurs réunions au Parlement Européen.

Sessions plénières

Le 2 et 3 mai 2018, nous avons assistés à des sessions plénières au Parlement Européen à Bruxelles. L'une des interventions les plus marquantes était celle du ministre européen grec Georgios Katrougalos qui se plaignait des aides à faible intérêt (2,4 milliards d'euro en 2014) octroyées à la Turquie et se plaint des agressions des autorités turques et des deux journalistes grecs emprisonnés en Turquie. Il considère également que la commission européenne manque de position ferme face aux menaces de la Turquie envers la Grèce.

« Terrorisme et menace CBRN, rapport sur les combattants étrangers et solutions pour contrer le financement du terrorisme »

Le 16 et 17 Mai 2018, nous avons assisté à une réunion spéciale sur le terrorisme avec comme sujet principal le financement des organismes terroristes.

Le 16 Mai, nous avons commencé par un séminaire sur le terrorisme et les menaces nucléaires, radiologique, biologique et chimique. Trois documents de recherche commandés par le département thématique des droits des citoyens et des affaires constitutionnelles ont été présentés pour souligner les dangers possibles liés au terrorisme.

Dans un second temps, les États membres se sont concertés pour faire face au retour des combattants étrangers en s'appuyant sur une étude de Francesco Ragazzi, professeur adjoint à l'Université de Leyde au Pays-Bas.

Nous avons également rencontré Mlle Betul Demirkoparan à Bruxelles après les réunions au Parlement Européen et nous avons discuté des projets que l'on pouvait envisager au sein de COJEP International.

Compte-rendu du mois de juin

Nous avons assisté à plusieurs réunions au mois de juin 2018 donc le sujet de la Commission spéciale été la criminalité financière, la fraude fiscale et l'évasion fiscale avec comme sujet principal le terrorisme réparti en plusieurs partie :

Étude : « Monnaies virtuelles et financement du terrorisme : évaluation des risques et des réponses à apporter », commandée par le département thématique des droits des citoyens et des affaires constitutionnelles du Parlement européen

Présentation de l'étude par Tom Keatinge, directeur du Centre d'étude sur la délinquance financière et la sécurité auprès du Royal United Services Institute, et David Carlisle, chercheur associé au Centre d'étude sur la délinquance financière et la sécurité auprès du Royal United Services Institute

Échange de vues sur les nouvelles tendances en matière de lutte contre le financement du terrorisme et sur les partenariats publics-privés, avec Maarten Rijssenbeek, procureur général coordinateur national concernant le financement du terrorisme, Pays-Bas

Marché des armes illégales et acquisition d'armes à feu par des réseaux terroristes en Europe

Compte-rendu du mois de juillet à septembre

Financement participatif. La commission des affaires économiques et monétaires a débattu de l'introduction d'un cadre européen pour les prestataires de services de financement participatif. L'objectif est de permettre aux plateformes de financement participatif d'offrir leurs services dans l'ensemble de l'UE.

Paiements transfrontières. Les députés de la commission des affaires économiques et monétaires ont discuté d'une nouvelle législation visant à garantir que les frais appliqués aux paiements transfrontières effectués en euros dans l'UE soient alignés sur les frais appliqués aux paiements nationaux effectués dans la monnaie nationale d'un État membre. À l'heure actuelle, les frais pour les paiements transfrontières en euros depuis les pays de l'UE qui ne font pas partie de la zone euro sont beaucoup plus élevés que ceux appliqués entre États membres de la zone euro.

Libéralisation des visas/Kosovo. La commission des libertés civiles s'est prononcée sur le lancement ou non des négociations avec les ministres de l'UE et la Commission européenne sur une législation octroyant aux citoyens du Kosovo un accès sans visa à l'UE pendant 90 jours sur une période de 180 jours, à condition qu'ils soient en possession d'un passeport biométrique.

Fonds de solidarité. La commission des budgets s'est prononcée sur la mobilisation de 34 millions d'euros du Fonds de solidarité de l'UE en faveur de la Grèce, de la Pologne, de la Lituanie et de la Bulgarie, toutes touchées par des catastrophes naturelles en 2017.

Ancienne République yougoslave de Macédoine/Bosnie-Herzégovine. Les députés de la commission des affaires étrangères se sont entretenus avec Nikola Dimitrov, ex-ministre des affaires étrangères de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, avant de débattre du rapport 2018 de la Commission européenne sur le pays. Ils examineront ensuite le rapport 2018 sur la Bosnie-Herzégovine ainsi que les progrès réalisés par le pays.

Commission TAX/Lettonie. Une délégation de la commission spéciale sur la criminalité financière, la fraude fiscale et l'évasion fiscale (TAX3) s'est rendu en Lettonie pour débattre avec des responsables politiques et des experts des circonstances de la liquidation volontaire de la banque ABLV, qui était la troisième plus grande banque du pays.

Compte-rendu du mois d'octobre à décembre

Migration. Une délégation de la commission des libertés civiles s'est rendue dans les villes espagnoles de Melilla et de Ceuta pour une mission d'information. Les députés étudieront la situation à la frontière avec le Maroc, rencontreront des représentants des autorités locales et de la police et visiteront les centres d'accueil pour les migrants, avec une attention particulière portée sur la situation des mineurs non-accompagnés.

ONU/Droits de l'homme. Une délégation de la commission des affaires étrangères et de la sous-commission "droits de l'homme" s'est rendu à New York pour rencontrer le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, ainsi que d'autres représentants de haut niveau. Les députés discuteront de diverses questions telles que la paix et la sécurité, les droits de l'homme et la prévention des conflits.

Sommet mondial contre la faim. Une délégation conjointe des commissions de l'agriculture et du développement a participé au Sommet parlementaire mondial contre la faim et la malnutrition à Madrid. L'éradication de la faim et de la malnutrition dans le cadre de l'Agenda 2030 de l'ONU pour le développement durable a été débattue.

Semaine des droits de l'homme. Afin de célébrer le 70e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Parlement organise une semaine des droits de l'homme (19-22 novembre) et une conférence de haut niveau mardi 20 novembre, qui s'ouvrira par un discours du Président du PE, Antonio Tajani. Ces événements rassembleront des eurodéputés, des représentants de la société civile et d'organisations internationales, tels que la haute commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, qui échangeront sur les principes fondamentaux des droits de l'homme dans un monde globalisé et numérique.

Libye/Migration. La commission des libertés civiles a débattu de la situation en Libye et dans la zone de recherche et de sauvetage (SAR) de la Libye avec des représentants du HCR, de l'OMI, de l'OIM et de Frontex.

Sommet européen/Eurogroupe. Les députés ont débattu de leurs priorités pour le sommet européen des 13 et 14 décembre, qui se concentrera sur le budget à long terme de l'UE, la migration, le marché unique et les relations extérieures, ainsi que sur les résultats de l'Eurogroupe et le prochain sommet de l'euro.

Comité spécial sur le terrorisme. Le Parlement a voté sur le rapport final de la commission spéciale sur le terrorisme, appelant au maintien d'un portefeuille autonome pour le commissaire chargé de l'union de la sécurité et exhortant les États membres à renforcer leur coopération et à partager rapidement les informations lorsque le niveau de menace augmente.

FORUM DE L'OCDE

Date : les 29 et 30 mai 2018

Lieu : Paris

L'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) tente de promouvoir des politiques qui amélioreront le bien-être économique et social dans le monde.

C'est en organisant régulièrement des forums que l'OCDE permet aux gouvernements et organisations non-gouvernementales de travailler ensemble pour chercher des solutions efficaces. COJEP International a participé à certains forums de l'OCDE pour s'engager davantage sur la scène internationale et s'exprimer sur les solutions à proposer.

Forum « Ce qui nous rapproche »



Notre équipe a participé pendant deux jours au forum de l'OCDE à Paris sur le thème suivant :
« Ce qui nous rapproche ».

Cet évènement a été organisé pour examiner des solutions aux divisions qui ne cessent de cliver et fragmenter nos sociétés.

Pour ce faire, l'OCDE a décidé de s'intéresser à *ce qui nous rapproche* pour dépasser ces clivages en rappelant les fondements centraux de la coopération internationale comme nos valeurs, nos espoirs et nos préoccupations.

Lors de ce forum, les figures les plus influentes de la communauté mondiale ont prêté leur voix pour chercher des réponses à cette question primordiale à travers trois thèmes centraux et interconnectés : la croissance inclusive, la transformation digitale et la coopération internationale.

Ce forum fut riche en informations et nous avons pu aborder plusieurs sujets avec les participants.

Nous avons également assisté à la venue du Président de la République, Mr Emmanuel Macron.

Le ministre de l'économie de la Turquie, Mr. Nihat Zeybekci était lui aussi présent et a signé un accord avec le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría pour la création d'un centre de l'organisation à Istanbul.



Angel Gurría et Nihat Zeybekci lors du forum « Ce qui nous rapproche »

Date : le 31 octobre

Lieu : Paris

LE 18^{ÈME} FORUM AFRIQUE

Cojep international a participé au 18^{ème} Forum Afrique qui a eu lieu le 31 octobre 2018. Il a été co-organisé par le Centre de Développement de l'OCDE et l'Union africaine et en partenariat avec l'Agence française de Développement (AFD).

Le forum Africa a été pour Cojep Internationale l'occasion de créer des relations et de présenter notre programme « **Afrique 2019** » aux participants et à Mr **Victor Harison**, Commissaire aux Affaires économiques de la Commission de l'Union africaine (CUA) qui nous a reçus en privé pour la présentation de notre programme « Afrique 2019 » ainsi que Mr **Ángel Gurría**, Secrétaire général, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) donc j'ai remis en mains propres notre programme.

Le forum a abord plusieurs thèmes différents tels que :

- **Dynamiques du développement en Afrique**

Cette session était le nouveau rapport « Dynamiques du Développement en Afrique », publié conjointement par la **Commission de l'Union africaine** et le **Centre de Développement de l'OCDE**, et l'Édition 2018 des « Statistiques des recettes publiques en Afrique ». La discussion a réuni des représentants de l'OCDE, de la CUA et plusieurs intervenants ont présenté les points clés des publications et ont débattu de la portée de leurs conclusions, en lien avec les thématiques du Forum.

- **Afrique et migration : déconstruire les idées reçues**

Les thèmes de la **migration** et du **développement** en Afrique. En s'appuyant des dernières données, cette discussion visait à offrir de nouvelles perspectives sur la migration intra-africaine. Alors que l'Afrique vit des transformations majeures, le continent sera-t-il capable de faire des mouvements de population au sein de son territoire une opportunité pour le développement ?



Réunion privée avec Mr **Victor Harison**, Commissaire aux Affaires économiques de la Commission de l'Union africaine (CUA) et ses assistantes.

Mr Ali Gedikoglu, président de COJEP INTERNATION

Mme Ifakat Yuna, responsable des relations internationales UNESCO / OCDE

Nous avons rencontré plusieurs associations ainsi que des représentants des **Communautés économiques régionales** pour évoquer les moyens et les politiques nécessaires pour diriger une Afrique aux contours en mouvement vers un modèle d'intégration réussi. Les échanges au sein du forum avec la communauté africaine a été un premier pas important pour nos relations africaines.



Mr Sékou Oudraogo, président AASO
Mr Ali Gedikoglu, président de COJEP International



Mr Feliciano de Carvalho Andreino Mme
Mélanie Martin,
Vice-présidente EDNWORLD

Forum de la paix / Peace Forum Paris

Date : du 11 au 13 novembre 2018 Lieu
: Paris

Avec une cérémonie d'ouverture par Emmanuel Macron, président de la République française, et d'Angela Merkel, chancelière d'Allemagne et Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations unies.



de
sur la
**PARIS
PEACE
FORUM
PARIS
PAIX**

11-13 NOV. 2018

A **Global platform**
for **Governance projects**

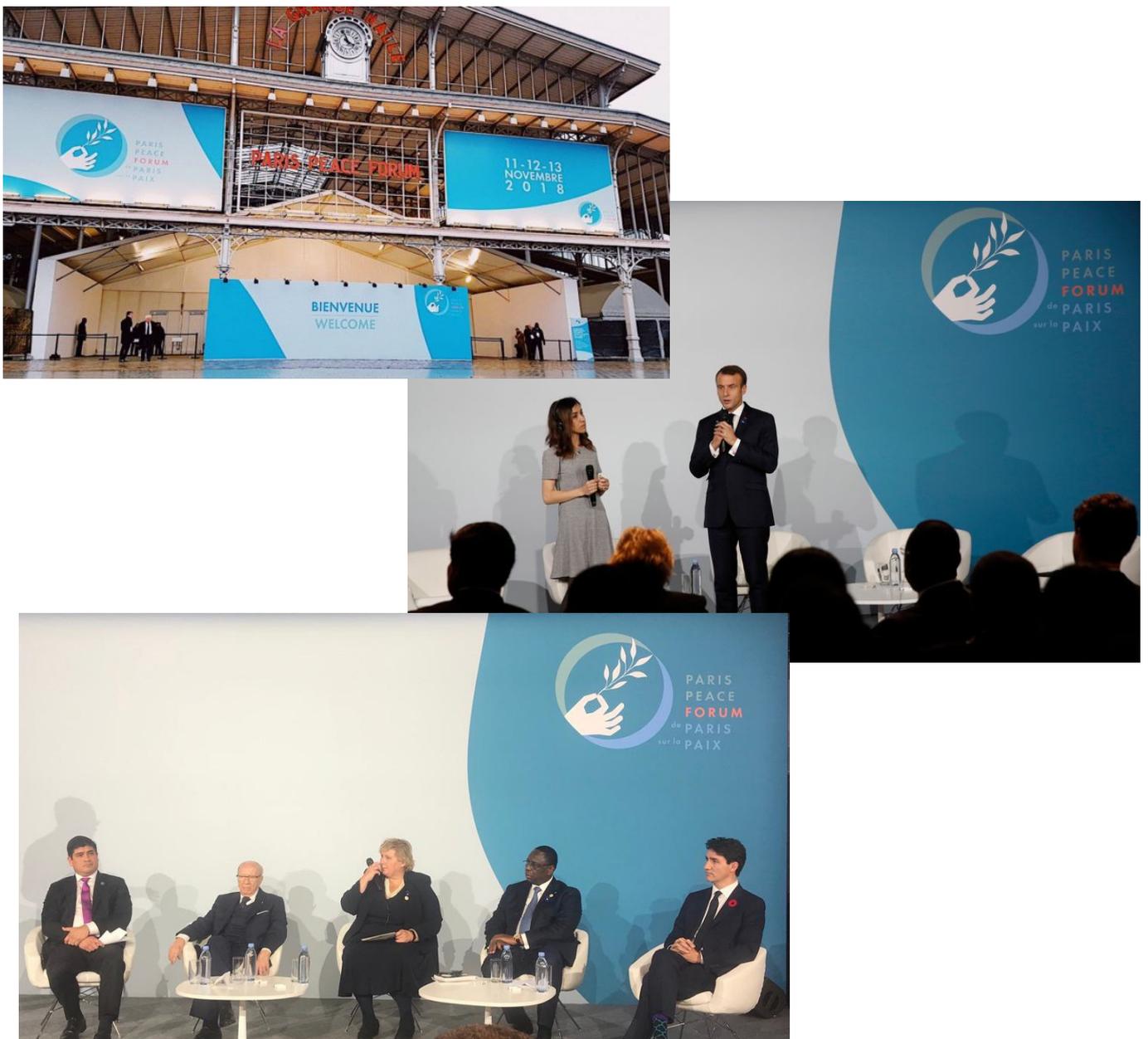
La **plateforme Mondiale**
des **projets de Gouvernance**

Lors du forum, les organisations intergouvernementales (OIGs) ont présenté travailler et leurs observations avec les gouvernements afin d'aboutir à des accords internationaux. La nouvelle ère de la coopération internationale ou les citoyens s'engagent au-delà des frontières et sont des moteurs clés du changement. Aujourd'hui, inclure différentes voix n'est pas une option, mais bien essentiel afin de créer un impact durable. Cet atelier, organisé par l'OCDE, s'attachera à explorer comment les OIGs peuvent tirer profit de l'intelligence collective, en s'inspirant d'initiatives de gouvernance centrées sur le citoyen, et dépasser le clivage entre le global et l'individuel.

Les sujets étaient très diversifiés dans l'ensemble du forum avec des ateliers.

Comme le terrorisme été un sujet traité comme une attaque contre les sociétés ouvertes : combattre cette menace est un enjeu crucial. Les entreprises dans le secteur de la tech ont accumulé une expérience considérable s'agissant de combattre les contenus extrémistes et violents sur les plateformes numériques, et souhaité jouer un rôle actif dans la lutte contre ce fléau, au côté des gouvernements et de la société civile.

Le but du forum était de dialoguer avec les participants sur la façon de construire une paix durable et engagera une discussion en profondeur avec les gouvernements.



L'UNESCO : FORUM

Date : du 26 septembre au 29 septembre 2018

Lieu : Tunisie, Tunis

LE 9^{EME} FORUM INTERNATIONAL DES ONG PARTENAIRES OFFICIELS DE L'UNESCO

« Un autre regard sur les migrations humaines »

Le séminaire a pointé le doigt sur les expériences migratoires et exposé des supports d'analyse multiples de l'UNESCO, pour une critique de la retranscription du fait migratoire comme expérience vécue.

Les chercheurs ont « dé-temporaliser les choses » pour exposer les faits qu'il tente de comprendre, dans ce forum international. Il nous a néanmoins permis de déconstruire et d'analyser les usages fait par l'UNESCO et les autres ONG participantes au Forum.

Comment peut-il exposé de ces expériences avec les migrants ? sans pouvoir l'expériences de la Turquie et des ONG internationales qui exerce à la frontière de la Syrie avec plus de 3,5 millions de réfugiés et de migrants.

En conclusion, les organisateurs de ce forum rappellent que les migrations font débats dans les sociétés de départ, de transit et d'arrivée. Elles sont soit intimement liées à l'amélioration des conditions de vie des uns et aux profits de quelques autres, soit aux déplacements forcés, aux drames humains ou aux exploitations issues d'un temps que l'on pourrait espérer révolu. Ces ambivalences lient de fait les migrations internationales à la question du « développement » que ce forum ambitionne de revisiter en explorant entre autres les rapports modulés que les migrants entretiennent à l'ordre institutionnel et aux dynamiques socio-économique qu'ils incorporent ou modifient à diverses échelles et de différentes manières. Cette approche s'opèrera dans une perspective comparative féconde des travaux de divers ONG, aussi bien d'Afrique du nord (Maghreb) que d'Afrique du Centre et de l'Asie comme la Turquie, les plateaux tournant de la migration.

Face aux mutations des formes d'interventions des organisations internationales, des institutions et des États.

A l'heure d'aujourd'hui seul la Turquie avec ses institutions et ONG répond à toutes ses urgences et changement dans les processus de développement de l'accueil des migrants et réfugiés.

Mais les pays européens ne veulent pas attendre parler de l'expérience ou des méthodes de la Turquie pour l'amélioration des conditions de vie, quant à l'efficacité de la participation des migrants internationaux au développement des pays d'accueil (les villages, les quartiers et les communes).

Le 28 Septembre : nous étions présents à la célébration de « **La Journée de la Paix** » ainsi que

Le 29 septembre, nous avons participé au séminaire : « **Agir pour les droits de l'Homme** » organisé par l'Institut arabe des droits de l'Homme dans le cadre de la célébration du 70ème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Photo 1

Dr Gisela Baumgratz-Gangl :
d'Allemagne

Pr Mohamed Mahassine : du
Maroc

Eugénie Dossa-quenum : Membre
de la Ligue Internationale de Femmes
pour la



Paix et la Liberté (W.I.L.P.F.)



Photo 2

Ms. Marieme Kaba : candidate au législative de
Liège en Belgique et membre d'une association
Africaine.

Ms. Amel CHAHED : Journaliste en Tunisie

Photo 3

Ms. Rachida Dimassi

Directeur Général au Ministère de la Culture

Sciences Patrimoines

Avec Ms. Fatima et ses collègues de travail

M. Mohamed Fayek (Al-
Ahram), président du Conseil
national des droits de l'homme
semi- gouvernemental d'Égypte
(CNDH)

M. Alaa Shalaby, secrétaire
général de l'organisation arabe
pour les droits de l'homme.





M. Mohamed Fayek (Al-Ahram), président du Conseil national des droits de l'homme semi-gouvernemental d'Égypte (CNDH)

M. Alaa Shalaby, secrétaire général de l'organisation

Sultan Hassan AL-JAMALI- QATAR

Directeur exécutif du réseau arabe des institutions nationales des droits de l'homme



Dr Mohammed Bin Saif Al-kuwari -QATAR

Membre du comité des droits de l'homme

M. Nouredine Chemingui,
Secrétaire général de l'Union
générale de l'éducation de base -
UGTT.

M. Gabriel El KHILI,
Spécialiste Programmes, Point
focal UNESCO Tunisie.

Mme Samiha Khelifa, (Maître de
conférences, experte en numérique



Date : Les 26 et 27 Novembre 2018

Lieu : Russie, Moscou

LE 10^{EME} FORUM INTERNATIONAL DES ONG EN PARTENARIAT OFFICIEL AVEC L'UNESCO

LA SCIENCE BIEN COMMUN DE L'HUMANITE,
LA SCIENCE DANS LES TETES, LA SCIENCE DANS LE SIECLE

Le forum a été organisé en partenariat avec la Fondation russe pour la paix et l'Académie des Sciences de Russie.

Le forum s'est penché sur le thème « Science, bien commun de l'humanité » et aux structures autour de deux axes principaux : « La science dans nos têtes » et « La science dans le siècle », en abordant les questions actuelles et diverses comme la liberté académique, la contribution des sciences à la paix et l'évolution de l'intelligence artificielle.



Le forum a commencé par le discours du **M. Sergey Lavrov, ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie.**

L'enjeu est donc pour beaucoup de trouver la voie d'un développement durable conciliant croissance économique, amélioration du niveau de vie des sociétés et respect de l'environnement, une nouvelle ère a commencé.

La science est à la base d'une nouvelle ère de notre civilisation, avec des évolutions scientifiques et technologiques en croissance constante comme les méga-données, l'intelligence artificielle, et les nanotechnologies, ce qui crée une nouvelle donne dans les activités et relations humaines.

Face aux nouveaux défis mondiaux, la science peut contribuer à des avancées extraordinaires dans les domaines de la pauvreté, la sécurité alimentaire, la santé, l'éducation, les inégalités, y compris celles du genre, la gestion de l'eau, le travail, la préservation de notre planète, mais aussi dans l'exploration de nouvelles voies menant au développement inclusif et durable

La science peut aussi être utilisée dans la transformation des formes de guerres, l'utilisation des armes autonomes ainsi que certaines formes de manipulations génétiques de l'être humain, ce qui implique des responsabilités nouvelles et de nouvelles coopérations entre les scientifiques et la société, et qui suscite de nouvelles questions sur le plan éthique.

L'importance de la science dépasse les questions purement scientifiques et concerne tout un chacun, tant dans nos choix individuels et collectifs que sociétaux et politiques. La science concerne aussi les jeunes qui jouent un rôle essentiel dans la réalisation des objectifs mondiaux.

Le séminaire a pointé le doigt sur les peurs et les angoisses des ONG sur le monde scientifique. Quelle sera le rôle des ONG dans le développement de la science ?

Certains débats du Forum ont fait écho aux aspirations et aux espoirs que nourrissent les citoyens dans un monde de plus en plus interconnecté qui évolue à grande vitesse : aspirations à un monde plus juste et espoirs pour une égalité d'accès de la science. Dans ce contexte, et pour faire preuve de résilience dans un monde livré aux perturbations : l'objectif est de permettre à tous de s'épanouir par une science et un savoir par la formation, dans un monde en perpétuelle évolution où l'adaptation est le maître mot, où chacun doit se forger un projet de vie et conquérir toujours plus de liberté et de confiance en soi. Nous sommes, les témoins de l'une des révolutions les plus importantes de l'histoire de l'humanité « la science »

De nombreux participants au Forum ont exprimé leur angoisse à propos de l'avenir des sciences, s'inquiétant d'une numérisation croissante pouvant avoir des effets notables sur notre sens de la collectivité et sur les relations humaines, favorisant ainsi la peur de l'évolution de la science à tort nous avons atteint des niveaux d'anxiété incroyables au sujet du potentiel perturbateur de la technologie scientifique, anxiété alimentée par l'idée que les nouvelles découvertes seront détenues par une poignée d'individus tandis que de larges pans de la population seront privés de tout. L'éthique sera-t-il le gendarme contre toutes les dérives des scientifiques ? nous devons apprendre de nos erreurs du passé, pour ne pas les reproduire.



Moscou, salle de conférence

Conférence internationale des ONG 2018 - 17-19 décembre, UNESCO

Date : 17-19 décembre 2018

Lieu : siège de l'UNESCO / Paris

« Valoriser l'engagement et la contribution des ONG partenaires de l'UNESCO »

La conférence a débuté par la présentation des activités du comité de liaison ONG-UNESCO suivie par le rapport financier.

Les ONG présente on fait des propositions de forum et des remarques sur les forums de Tunis et de Moscou et demander un suivie des recommandations à la fin de chaque forum.

Nous avons pris à plusieurs reprises la parole sur divers sujets.

Nous sommes passé au vote du 1^{er} tours pour la présidence du comité de liaison – ONG ainsi que des membres du comité.

Mme Marie-Claude Honoré Manchon fut élue dès le premier tours avec 51 voix.

Nous rappelons que nous avons présenté notre candidature au comité de liaison – ONG pour la première fois et avons obtenue 11 voix sur 75 au 2^{ème} tours des élections.

COJEP INTERNATIONAL (statut de consultation) France

Représentante : **Mme Ifakat Yuna**

Suppléant : **M. Huseyin Karaoglan**



Date : le 23 Août 2018

Lieu : NEW YORK

LA 67E CONFERENCE DES ONG

Grace à notre participation à la 67e conférence des ONG à New York, nous avons pu observer que les comités et les prises de décisions les plus importantes ont lieu à New York. L'ONU à Genève n'étant que l'office du siège qui se trouve à New York. Nous avons également pu observer que les relations entre les ONG et l'ONU sont très différentes à New York et à Genève. En effet, à New York les ONG ont un champ d'actions plus diversifié.

La 67e conférence des ONG à New York a réuni 2 000 personnes, issues des ONG du monde entier. Ce fut une occasion unique pour trouver de nouveaux partenaires à nos projets. Pour la 1ère fois, nous avons eu la possibilité de porter nos revendications à New York.

Ainsi, nous avons participé à de nombreux ateliers proposés pendant la 67e conférence des ONG à New York, ce que nous avons remarqué, c'est que très peu d'ONG issues du monde musulman étaient présentes. La majorité étant américaines ou chinoises.



est donc d'autant plus impératif de multiplier nos travaux à New York.

ela a été l'occasion de distribuer nos tracts concernant notre nouveau projet, se réformer pour réformer le monde qui concerne la réforme du conseil de sécurité de l'ONU.

L'ONU, forum « GLOBAL COMPACT FOR MIGRATION »

Date : du 8 au 13 décembre 2018

Lieu : Maroc, Marrakech

« GLOBAL COMPACT FOR MIGRATION »

Pour COJEP INTERNATIONAL, la gestion des migrations présente un des défis les plus urgents et sérieux et la coopération internationale des gouvernements joue un rôle crucial que nous suivons de près. En tant que ONG, COJEP INTERNATIONAL a organisé à Marrakech pendant le sommet de l'immigration de l'ONU une conférence sur le respect des droits de l'homme dans les règlements Européens de la migration.



La conférence intergouvernementale pour adopter le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières PDF document a été organisée à Marrakech, au Maroc, du 8 et 11 décembre 2018.

Cette conférence est organisée sous les auspices de l'Assemblée générale des Nations Unies, à travers la résolution 71/1 du 19 septembre 2016, intitulée « Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants », selon laquelle les États Membres s'engagent à lancer un processus de négociations intergouvernementales devant conduire à l'adoption du pacte mondial.

LA CONFÉRENCE INTERGOUVERNEMENTALE POUR ADOPTER LE PACTE MONDIAL POUR DES MIGRATIONS SÛRES, ORDONNÉES ET RÉGULIÈRES

INTERVENANTS:

Fethi Thabet
Conseiller municipal, Ville de L'Ariana
Président d'honneur de l'association de citoyenneté de Riadh Ennasr

KELES Dudu
Coordinatrice des relations internationales du COJEP international à l'ONU, master 2 de recherche en histoire appliqué

ARIK Sati
Coordinatrice des relations internationales du COJEP international au conseil de l'Europe, Master 2 droit international et européen des affaires

MODÉRATEUR: Ali GEDIKOGLU
Président de COJEP

CONFÉRENCE

LE RESPECT DE LA DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME DANS LA RESOLUTION DE LA CRISE MIGRATOIRE PAR LES POLITIQUES INTERNATIONALES

13h00 - 15h00 / 8 DECEMBRE 2018
À Marrakech, MAROC
PALMARAIE GOLD PALACE
SALLE ROSERAIE

L'ONU, séminaire « des détentions arbitraires »

Date : le 18 septembre 2018

Lieu : Genève, l'ONU

Où que l'on soit l'injustice doit être défendue, COJEP sera toujours le porte-parole des sans défense dans le monde entier, leurs causes sera la nôtre.

Comme en Arabie saoudite, des milliers de personnes sont détenues sans avoir été formellement inculpées. C'est ce qu'affirme l'organisation de défense des droits de l'homme, COJEP international, qui dénonce

« des détentions arbitraires ». Selon ces données officielles, les autorités détiennent 2 305 personnes « qui font l'objet d'une enquête » depuis plus de six mois, 1 875 depuis plus d'un an et 251 depuis plus de trois ans. Sur ces 251 détenus, 233 sont saoudiens.

Avec nos intervenants nous avons voulu mettre à l'ordre du jour ses événements passé sous silence par la presse mondiale.

United Nations Human Rights Council
39th session

cojep
INTERNATIONAL

Arab Organisation
for Human Rights in the UK

Invite you to a side event on

**Under The Guise of Reform:
Arbitrary Detentions & Human Rights Abuses
in Saudi Arabia**

Speakers:

- Anand Shah**
ICC and US human rights lawyer
- Hana Al-Khamri**
Leading journalist and writer
- Aidan Ellis**
Barrister at law, London
- Clara Gerard-Rodriguez**
Ficheur/Tendou de Marrac Sur et Associés
- Lisa Marie Rudi**
Legal Counsel, Civitas Maxima
- Ms Dudu Keles**
Cojep Representative

Where At Palais des Nations, Geneva
Room XV

When 18 September 2018
12:00 - 13:00

United Nations Human Rights Council
39th session

cojep
INTERNATIONAL

Arab Organisation
for Human Rights in the UK

Invite you to a side event on

**The Forgotten Conflict
in Yemen:
Ending Impunity**

Speakers:

- Dr Annyssa Bellal**
Geneva Academy of International Humanitarian Law and Human Rights
- Baraa Shiban**
Yemen Project Coordinator, Reprive
- Prof Christina Murray**
UN Department of Political Affairs
- Kristin Flauser**
British Institute of International and Comparative Law
- Sian Reeves**
Barrister at law, London
- Ms Dudu Keles**
Cojep Representative

Where At Palais des Nations, Geneva
Room XXIII

When 19 September 2018
12:30 - 13:30

Cet évènement a eu lieu au Palais des Nations à Genève de 12h à 13h le 3 juillet 2018.

Le COJEP international dénonce une crise humanitaire sans précédent au Yémen. Plus de 85.000 enfants seraient morts de faim ou de maladie depuis le début du conflit qui oppose le gouvernement loyaliste soutenu par l'Arabie Saoudite aux milices houthistes appuyées par l'Iran.

Nous appelons à la fin de l'instrumentalisation de la guerre au Yémen à des fins géostratégique. Nous appelons à la fin de la vente d'armes au saoudiens, à un cessez le feu complet sur tout le territoire et à une protection optimale des civils sur le territoire via L'ONU.

Cette conférence a mobilisé un groupe d'experts et d'avocats qui ont fait un bilan sur la première année après le couronnement du Prince Mohammad bin Salman. Les conclusions de la situation actuelle en Arabie Saoudite ainsi que des recommandations ont été soumises au Conseil.

Le multiculturalisme en Europe

Date : Le 25 septembre et le 8 octobre 2018 Lieu :
Genève, l'ONU
Lieu : Strasbourg, conseil de l'Europe

COJEP International, en partenariat avec l'organisation ORIW, a organisé un colloque au Conseil de l'Europe, sur le thème « **Le multiculturalisme en danger en Europe** ».

Ces deux organisations non gouvernementales ont donc organisé lundi 8 octobre 2018 à 13h, au siège du Conseil de l'Europe une conférence sur le multiculturalisme, l'islamophobie et la

Le multiculturalisme en danger en Europe ?

25
SEPTEMBRE
ROOM XXVII
PALAIS DES NATIONS
GENÈVE
12H00 - 13H00

INTERVENANTS:

Bokaba BOBETSO, Ambassadeur de la paix

Muharrem SHABANI, conseiller concernant le Kosovo et professeur d'histoire et politique

Dr Abbas AROUA, Directeur de la fondation Cordoue de Genève

Dudu KELES, Coordinatrice des relations internationales du Cojep au Nations Unies

Organisé par Conseil de Jeunesse Pluriculturelle (COJEP)

ORIW
cojep INTERNATIONAL

Le multiculturalisme en danger en Europe ?

8
OCTOBRE
CONSEIL DE L'EUROPE
STRASBOURG
13H00 - 14H00

INTERVENANTS:

- Elyas D'imzalene, Directeur du site Islam info
- Kevser Dilek, directrice D'oriw
- Sakir Colak, Président du PEJ
- Amina Eesat Daas, chercheuse à l'université de Leeds
- Kadir Guzle, Président de Cojep Europe, modérateur

Organisé par Conseil pour la Justice, l'Egalité et la Paix (COJEP)

ORIW
cojep INTERNATIONAL

discrimination. Cet évènement avait pour sujet « Le multiculturalisme en Europe est-il menacé ? ».

La montée des discriminations, la banalisation d'une certaine forme de violence dans les actes et paroles dans la société de tous les jours qui devient un acte banal en Europe, le discours de personnalités « identitaire » dans la presse quotidienne met chaque jour en danger le pluriculturalisme en Europe. Nous avons voulu attirer l'attention sur ce danger grandissant dans toute l'Europe.

Le COJEP International a décidé d'exposer tous ses faits avec divers intervenants de différentes ONG luttant contre le racisme et discrimination, lors d'un side event au Conseil de l'Europe à Strasbourg.

Cet évènement a eu lieu au Palais des Nations à Genève de 12h à 13h le 3 juillet 2018.

Cette conférence a mobilisé un groupe d'experts et d'avocats qui ont fait un bilan sur la première année après le couronnement du Prince Mohammad bin Salman. Les conclusions de la situation actuelle en Arabie Saoudite ainsi que des recommandations ont été soumises au Conseil.

Tout d'abord a été discuté la notion de multiculturalisme. Que doit-on entendre par le multiculturalisme ? Comment construire un « bon-vivre ensemble » pour chacun d'entre nous ? Est-ce qu'en Europe avec la montée des actes racistes et islamophobe, un réel vivre ensemble est possible ? Quelles sont les mesures prises pour cela ? Chacun des intervenants en abordant ces différentes notions, ont soutenu leurs réflexions avec en parallèle des exemples concrets.

Le Rapport d'ORIW sur l'islamophobie examiné dans les régions francophones a également été abordé à la conférence. Le rapport a montré une diminution du nombre d'affaires judiciaires concernant l'islamophobie, tandis que le harcèlement non violent a considérablement augmenté. Ce qui a été un constat très surprenant et ainsi les raisons de celui-ci a essayé d'être compris. Des solutions pour l'avenir ont été discuté et débattu.

De plus, lors de cet événement, le COJEP a présenté sa campagne nationale sur la réforme de l'ONU et la construction d'un nouveau monde multiculturel qui inclurait plus la société civile afin de prendre en compte au mieux les intérêts humains.



Deux organisations non gouvernementales ont organisé lundi au siège du Conseil de l'Europe une conférence sur le multiculturalisme, l'islamophobie et la discrimination.

Le Conseil international pour la justice, l'égalité et la paix (COJEP) et l'Organisation Racisme Islamophobie Watch (ORIW) ont organisé l'événement, intitulé « Le multiculturalisme en Europe est-il menacé ? », à Strasbourg, dans l'est de la France.

Au cours de la conférence tenue lors de la session d'automne de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), la président de la délégation turque de l'APCE, Ziya Altunyıldız, la professeure de sociologie à l'Université de Leeds, Amina Easat-Daas, un cacique du parti français, Parti pour l'égalité et la justice (PEJ), Şakir Çolak, et le fondateur du site web d'actualité Islam&Info, Elias d'Imzalene ont pris la parole.

Le Rapport d'ORIW sur l'islamophobie examiné dans les régions francophones a également été abordé à la conférence. Le rapport a montré une diminution du nombre d'affaires judiciaires concernant l'islamophobie, tandis que le harcèlement non violent a considérablement augmenté.

Lors de cet événement, le COJEP a présenté sa campagne nationale sur la réforme de l'ONU et la construction d'un nouveau monde multiculturel.

LE CONGRÈS DES ÉTUDES URBAINES INTERNATIONALES

Date : du 26 au 28 octobre 2018

Lieu : Strasbourg, conseil de l'Europe

Le 3ème Congrès urbaines internationales menées cette année sur le thème "les villes durables et gouvernements locaux" a Commencé à Strasbourg le 26 octobre 2018 au CIARUS. COJEP International et l'Institut d'études urbaines, Idealkent (études des zones urbaines). On organisait le 3ème Congrès bases sur dialogue interdisciplinaire et échange d'informations.



C'était l'occasion de réunir nos hôtes CGLU-MEWA (Cités et Gouvernements Locaux Unis du Monde) et ENSAS (école d'architecture de Strasbourg) l'une des principales écoles d'architecture en France. Le congrès a accueilli environ 130 académiciens de 13 pays et qui ont présenté à la fin du congrès 77 rapports, les solutions ont été discutées autour d'une table ronde. Mr Emir Osmanoğlu, directeur de l'Institut de recherche urbaine, a déclaré que toutes les idées et les rapports seront partagés sur une plate-forme pour informer scientifiquement et le public.

Le succès du congrès a été d'apporter la lumière sur les problèmes actuelle que rencontre les grandes villes de notre planète. Avec ce congrès, nous nous sommes rendu compte que nous devons les résoudre ensemble et partagé nos expériences. Les solutions étaient de trouvés des projets adaptés aux problématiques des villes à laquelle nous sommes confrontés, pour vivre dans une ville propre, plus verte et plus habitable.

Nous devons essayer de faire de notre mieux pour créer l'environnement durable pour les générations avenir " et pour cela nous devons résoudre les problèmes ensemble et partagé nos expériences.



AU SIEGE DE COJEP :

COLLOQUE

Date : le 2 décembre 2018

Lieu : Strasbourg, siège de Cojep

« FORMATION EN DROIT DES DROITS DE L'HOMME »

Le séminaire organisé par Cojep International, s'est déroulé avec succès dans nos locaux à Strasbourg, nous avons une nouvelle fois compris l'importance des questions fondamentales et des différents mécanismes et avons passé une journée très productive avec des juges et avocats spécialiste du droit international.



Intervenant :

Dr Ahmed Ulutas, juge au bureau des Nations Unies à Genève et au Conseil européen, représentant permanente de la justice de la République de la Turquie

M. Ahmet Metin Heavens, juge et représentant permanente de la justice de la République de Turquie au Conseil l'europe.

M. Güray Strong, juge et représentant permanente de la justice de la République de Turquie au Conseil l'europe.

M. Yakup Yildirim, juge et représentant permanente de la justice de la République de Turquie au bureau des Nations Unies à Genève.

M. Ibrahim Yusufoglu, juge et représentant permanente de la justice de la République de Turquie au bureau des Nations Unies à Genève.



RENCONTRE AU SIEGE DE COJEP :

Date : le 20 décembre 2018

Lieu : Strasbourg, siège de Cojep

Nous avons invité **Mr Amzat Boukari Yabara**, le secrétaire général de panafricain qui représente plus de 10 pays africains et européens au siège de Cojep.

Nous avons discuté du programme « Afrique 2019 » afin d'unir nos efforts et nos actions en Afrique, c'est dans ce contexte que nous réalisons cette campagne d'action civile avec tous les partenaires ONG, populations civiles, culturelle, artistique et politiques dans le monde entier, pour une politique des nations unies plus juste et équitable pour tous les citoyens de l'Afrique.



Au siège de COJEP INTERNATIONAL

Ce partenariat vise, entre autres, à développer un travail en commun autour de thématiques de plaidoyer pertinentes à la fois en Europe et en Afrique ; articulées autour de la souveraineté et de la représentativité africaine.



Mr Amzat Boukari Yabara et Mr Ali Gedikoglu

AUTRES ACTIONS INTERNATIONALES

Le 12 mai 2018, nous avons participé en tant que représentante de Cojep international à la marche à Évreux contre la stèle du soi-disant génocide arménien inaugurer quelques jours avant par le maire de la ville d'Évreux.



Le 16 mai 2018, nous étions place du Trocadéro à Paris à la manifestation en soutien à nos frères Palestiniens contre la politique apartheid de Israël coupable de crime de guerre contre le peuple de Gaza le 14 mai 2018 qui a fait de plus 50 morts.



Le 24 mai 2018, nous nous sommes entretenus avec M. Tugrul Malikkov : Conseil Tél :

0685995979

Mail : toghrulmalikov@gmail.com

De la délégation Azerbaïdjan, nous avons présentés les activités de COJEP International et avons discuté des projets avenir que nous pourrions faire en commun.



Le 25 mai 2018, nous étions invités au repas iftar à Valenton Val-de-Marne
Par l'association Franco-turc : ACFT du 94, 22 rue de la sablonnière 94460 Valenton.

C'était l'occasion de rencontrer :
M. Bülent Çiftçi, directeur (Yükseköğretim ve Yurt Dışı Eğitim genel Müdürlüğü, YÖK)
M. Görkem Barış Tantekin, Consul Général – (Büyükelçiliğimiz)
M. Prof. Dr. Murat Demirkan, Conseil en



Nous avons rencontré le Rézoprof et avons discuter des projets que l'on pourrait élaborer pour les jeunes étudiants.

Le 31 mai 2018, nous avons rencontré M. Ali ZAINAL et Ms. Amina ZAINAL ambassadeur de la délégation du QATAR à l'UNESCO, nous avons présenté les activités de Cojep International et discuter des séminaires que l'on pourrait présenter en commun.



Le lundi 2 juillet 2018, nous avons eu l'honneur d'être invité au Colloque du Département Afrique et le Centre d'études diplomatiques et Stratégiques (CEDS) « La diplomatie, l'économie et la culture au service de la paix en Afrique »



Le 18 décembre 2018, nous avons fait la présentation de notre ONG COJEP INTERNATIONAL au siège de l'UNESCO / PARIS. Nous avons été sollicités pour des partenariats avec d'autres ONG.



Au siège de l'UNESCO

Le 29 mars 2018, le Prof. Dr. Ünal Kılıç, l'assistant du rectorat de l'université « Sivas Cumhuriyet Universitesi » en Turquie, nous a invités afin de présenter lors de la conférence, le nouveau fléau qui touche toutes l'Europe « l'islamophobie », « "Batının Kronikleşen Hastalığı; İslamofobi ».



La salle de conference.

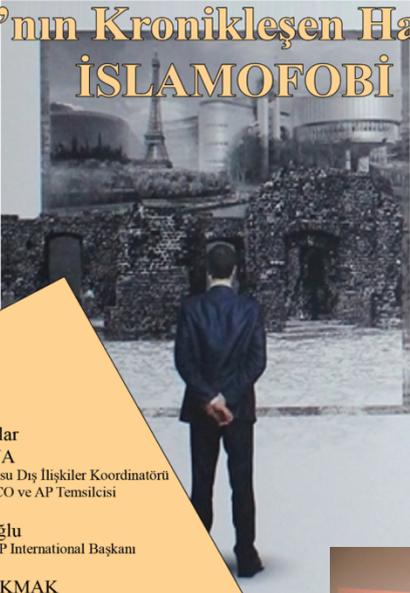
Notre équipe de cojep internationale composé du président Mr Ali Gedikoglun, Mme Ifakat Yuna Responsable des relations internationales auprès du parlement européen, l'UNESCO et l'OCDE et de Mr Tuncay Çakmak responsable des médias franco-turc, avons accepté l'invitation.

Le professeur Dr. Bekir Zengin, responsable des hautes études de langues étrangères, voudrais que nous montrions brièvement la source de la marginalisation de l'esprit en l'Europe ainsi que la source du problème de l'islamophobie. Comme on le sait, la philosophie des Lumières a commencé en Europe, mais où en est l'héritage à l'heure actuel. En fait, l'esprit est mis en avant avec un aspect libérateur, tandis que les effets secondaires sont négligés par les politiciens qui s'en serre comme argument politique lors des élections. Nous avons exposé les causes et effets de ce fléau qui ravage l'Europe.

À partir de la seconde moitié des années 80, le concept de relations interculturelles et multiculturelles en Europe a commencé à faire son entrée. Alors que nous sommes dans un état positif en Europe, subvient l'attentat du 11 septembre, qui a eu un effet inversé. Après le 11 septembre, les différences entre les races et les croyances sont devenues plus évidentes et le racisme avait atteint un niveau inquiétant. Aujourd'hui, lorsque nous regardons la télévision de manière observateur, il y a presque toujours les incendies criminels. La plupart est rattaché à l'étranger ou aux musulmans vivant en Europe.

CUMHURİYET ÜNİVERSİTESİ
YABANCI DİLLER YÜKSEKOKULU

PANEL
**Batı'nın Kronikleşen Hastalığı:
İSLAMOFOBİ**



Konuşmacılar
İfakat YUNA
AB Parlamentosu Dış İlişkiler Koordinatörü
COJEP UNESCO ve AP Temsilcisi

Ali Gedikoğlu
Yazar ve COJEP International Başkanı

Tuncay ÇAKMAK
Organisation of Racism and Islamophobia
Watch Türkiye Direktörü

Düzenleyen: Yabancı Dil
Tarihi:
Yer: Cumhuriyet

En parlant du racisme et l'islamophobie, « le mot islamophobie est un terme discuté entre l'Europe et les musulmans ; parce que les problèmes rencontrés par les musulmans en Europe ne rentrent pas dans le terme islamophobie.

Haine, agression, racisme. Ce n'est pas juste la peur des européens, mais la phobie de l'étranger.

Pourquoi le mot l'islamophobie a été choisie ? la peur des musulmans, ou de l'islam.

Tant des questions lors de la conférence, que nous avons soulevé que nous essayé de répondre avec les étudiant et académiciens qui été venu nombre au rendez-vous.



Notre but est informé sur les réalités qui se passe en Europe sur forme de conférence, séminaire pour les jeunes étudiants en relations international, en science politique.

ÜNİVERSİTELER ve SİVİL TOPLUM KURUŞLARI
Gençliğimizi geleceğe birlikte hazırlayalım.

- Lobicilik eğitimleri ile onların dış dünyaya açılmalarını sağlayalım.
- Uluslararası kuruluşları, ikili ilişkileri, sistemi ve lobicilik tekniklerini öğretilim.
- Özgüvenleri artıran ve vizyonları genişlesin.



Kamu diplomasinin karar alıcı mekanizmalara olan etkisi yadsınmaz bir gerçektir. Dünyada mamun olmadığımız şeyleri değiştirmek için "ben guruları yapılabiliyorum" dediğiniz tüm fikirlerinizi projelendiriyor ve uygulanabilir bir düşünceyi kurulumlaştırmak için üstünüzde düzen dünya vatandaşlığı görevini yerine getiriyorsunuz.

ALI GEDİKOĞLU

FORMASYON PROGRAMI

COJEP INTERNATIONAL'ın tanımı

- Uluslararası kuruluşlarda lobicilik METOT VE STRATEJİLER Ali GEDİKOĞLU
- Uluslararası kuruluşlarda lobicilik UNESCO GEDİKOĞLU AVRUPA PARLAMENTOSU AVRUPA TEMEL AJANSI İfakat YUNA
- Uluslararası kuruluşlarda lobicilik AVRUPA KONSEYİ ASİT Sofi ARIK
- Uluslararası kuruluşlarda lobicilik BM HCR UNICEF Onur KELEŞ

Uluslararası kuruluşlar nasıl çalışır, sivil toplum kuruluşları bu kurumlara nasıl üye olur ve karar alıcılar nasıl etkilenir gibi tüm sorulara açıklik getiriyoruz.

ULUSLARARASI KURUŞLARDA LOBİCİLİK

COJEP INTERNATIONAL Uluslararası kuruluşlarda lobicilik faaliyeti yürüten tek Türk sivil toplum kuruluşudur.

AUTRES ACTIONS CULTURELLES

Cojep international organise des voyages culturels tout au long de l'année.

Voyage culturel en Bosnie-et-Herzégovine avec l'équipe de Cojep

Le but du voyage est de faire découvrir d'autre culture musulmane en Europe, mais aussi de l'intolérance de l'être humain « le génocide de Bosnie »

La petite ville de Srebrenica commémore sont 23e anniversaire du génocide, durant lequel plus de 8000 hommes bosniaques ont été massacrés par les milices serbes de Bosnie-Herzégovine. Une journée du souvenir qui alimente encore et toujours les tensions entre les dirigeants nationalistes des différentes communautés du pays que nous devons faire changer en tant que ONG.



Toutes l'équipe de COJEP INTERNATIONAL à travailler dur durant cette année 2018, nous avons plein de projet, mais les financements ne sont pas toujours au rendez-vous malheureusement. Nous avons dû donner des priorités au sujet les plus sensibles dans l'actualité européen.

Nous devons construire et aboutir à une stratégie de plaidoyer commun/partagé entre nos partenaires en vue d'une implication dans le processus d'évaluation économique et sociale mondiale afin d'accorder une meilleure place à COJEP INTERNATIONAL pour le développement de ses stratégies aux seins des organisations internationales pour défendre nos idées communes.

Comme vous le savez, Cojep internationale est une association créée sous le régime de la loi de 1901 créer en 1985, qui forme un réseau présent dans plus de 15 pays en Europe et nous comptons à l'heure actuelle 28 plateformes réparties sur le territoire français.

Nous travaillons dans les domaines tels que :

- Le vivre ensemble par le biais de nos projets culturels et éducatifs à l'échelle internationale,
- En faveur des droits de l'homme via notre militantisme dans les instances internationales.
- Accrédités à l'ONU, au conseil de l'Europe et bien d'autre organisation internationale.

Nous militons pour les « **objectifs 2020** » de **COJEP INTERNATIONAL**

Avec le slogan : "Tous ensemble, nous pouvons changer le monde"

Et travaillons activement pour les programmes suivants :

- Les Programmes d'éducation pour les filles et les femmes,
- L'Économie créative,
- La Sauvegarde du patrimoine culturel en péril,
- Le Programme pour les jeunes

Et notamment avec les thèmes suivants :

- Au vivre ensemble et le multiculturalisme dans le monde.
- L'éducation pour tous.
- « Les migrants et les réfugiés » le respect des droits à une vie meilleure sans guerre (eau, soin, etc.).
- Les discriminations et les problématiques touchant à la religion en Europe et dans le monde.
- Sauvons notre patrimoine culturel en péril
- Sauver la planète : c'est sauvé l'héritage de nos enfants

En effet, nous pensons valorisera le travail de notre association avec votre aide et votre partenariat qui pourrez également être bénéfique pour toutes les actions futures. L'année 2019 sera dédié à l'année Africaine.



Partenariat avec ...



T.C. BAŞBAKANLIK
**YURTDIŞI
TÜRKLER**
VE AKRABA TOPLULUKLAR BAŞKANLIĞI